



Original : Français

**RESUME EXECUTIF**

**RAPPORT ANNUEL**

**SUR LE COMMERCE INTRA-OCI**

**PRESENTE PAR LE**

**CENTRE ISLAMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DU COMMERCE**

***A LA***

**32<sup>EME</sup> SESSION DU COMITE PERMANENT POUR LA COOPERATION  
ECONOMIQUE ET COMMERCIALE DE L'OCI (COMCEC)**

**Agenda n° 5**

**Commerce intra-OCI**

**Istanbul - République de Turquie  
21-24 Novembre 2016**

## Sommaire

\*\*\*\*\*

	<b>Page</b>
<b>I. PERSPECTIVES RECENTES DE L'ECONOMIE MONDIALE</b>	<b>3</b>
<b>II. DEVELOPPEMENTS RECENTS DU COMMERCE EXTERIEUR DES ETATS MEMBRES DE L'OCI</b>	<b>6</b>
<b>III. DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS DU COMMERCE INTRA-OCI</b>	<b>12</b>
<b>IV. OBSTACLES AU DEVELOPPEMENT DU COMMERCE INTRA-OCI</b>	<b>20</b>
<b>V. PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE MONDIALE (2016-2017)</b>	<b>24</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>27</b>

## RESUME EXECUTIF

### I. PERSPECTIVES RECENTES DE L'ECONOMIE MONDIALE

#### a) Economie mondiale

L'économie mondiale a connu en 2016 une stabilité suite à la croissance économique de la Chine, au redressement des prix des produits de base, au relèvement des taux d'intérêt par la Réserve Fédérale Américaine, à la hausse des cours des actions des pays avancés ainsi qu'à l'augmentation des investissements de portefeuille vers les pays émergents.

En effet, la stabilité de la croissance chinoise s'explique par une relance des politiques macroéconomiques (réduction de sa dépendance aux investissements et aux exportateurs au profit de la consommation et des services) qui ont permis de booster cette croissance. Les marchés de produits de base ont été renforcés par des investissements importants dans les secteurs extractifs suite à la baisse de taux d'intérêts dans les pays avancés.

Ces développements laissent entrevoir la possibilité d'une expansion plus rapide que prévu et qui pourrait être encore plus vigoureuse si les pays adoptaient des mesures de portée large qui permettraient de rehausser la production effective et potentielle et faire augmenter la croissance en 2017.

Selon les données du FMI d'Octobre 2016, cette situation n'a pas permis d'améliorer la croissance de l'économie mondiale qui devrait s'établir à 3,1 % en 2016 avant de remonter à 3,4 % en 2017. Cette situation s'explique, entre autres, par une dégradation des perspectives pour les pays avancés suite au retrait de la Grande-Bretagne de l'Union Européenne (BREXIT) d'une part et d'autre part par une croissance plus faible que prévu aux États-Unis. Ces développements ont contribué au fléchissement des taux d'intérêt mondiaux.

En conséquence, la prévision de croissance dans les pays avancés en 2016 a été révisée à la baisse à 1,6 %. Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance devrait fléchir et atteindre 4,2 %, après cinq années consécutives de ralentissement.

Les retombées du Brexit sont incertaines du fait de l'existence jadis des relations d'affaires de la forme à long terme des relations entre le Royaume-Uni et l'UE d'un côté et de l'autre de l'ampleur probable de la réduction de leurs flux commerciaux et financiers mutuels ainsi que la baisse de l'emploi.

Ce retrait a provoqué une inquiétude dans le milieu d'affaires et a particulièrement impacté les relations commerciales entre l'Angleterre et les pays de l'UE d'une part et les autres pays tiers de l'autre surtout les anciennes colonies anglaises. Par ailleurs, le Brexit a contribué à la chute de la livre sterling d'environ 9 % depuis le printemps et plus de 10 % depuis le référendum du 23 juin, ce qui pourrait apporter un ballon d'oxygène au Royaume par le biais des exportations qui ne compenseront pas ou peu la demande intérieure. La monnaie de réserve du monde à savoir le dollar américain tend à s'apprécier dans les phases de recrudescence des incertitudes et de stress sur les marchés financiers. L'USD pondéré en fonction des échanges a déjà gagné 18% depuis deux ans, et une nouvelle poussée multiplierait d'autant les risques de défaillances pour les emprunts en dollars. Le Brexit aura un impact direct sur les migrations internationales surtout intra-européennes et la remontée du nationalisme.

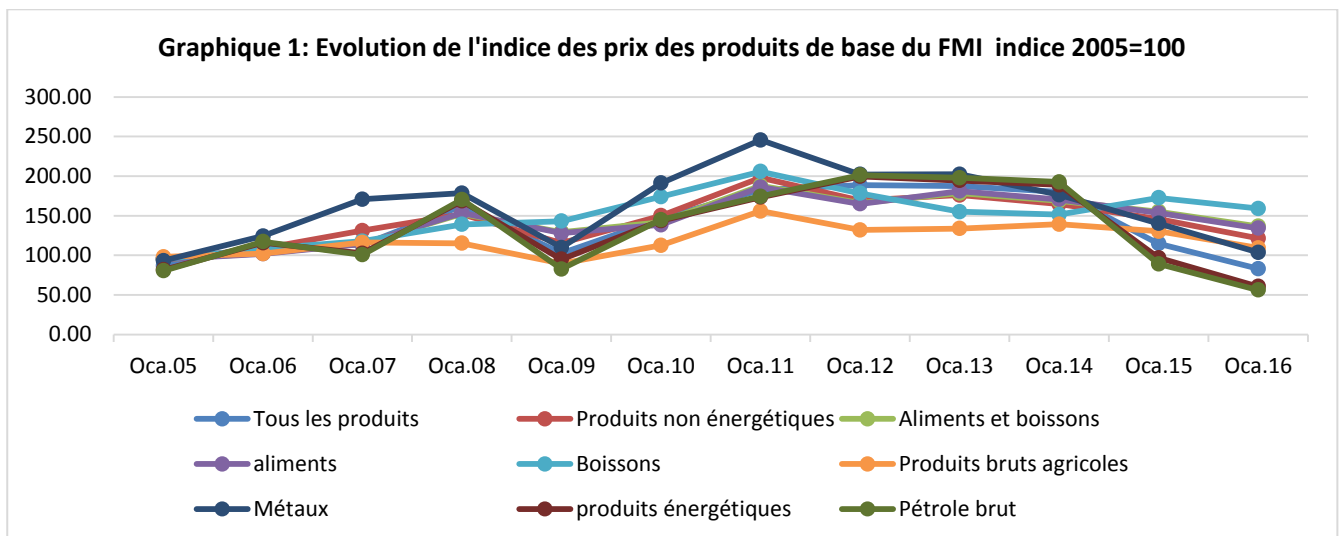
La croissance du commerce mondial demeure faible à cause du repli de la demande intérieure et de l'investissement connexe mais également du retour du protectionnisme, du retrait des chaînes de valeur mondiales, du risque de baisse des cours de matières

premières et de la hausse du dollar US.

Cette situation a conduit à la révision des taux de croissance en 2016 dans les pays avancés atteignant 1,6% soit une baisse d'un demi-point par rapport à 2015 et également 1,6% aux USA, 1,7% dans la Zone Euro (1,3% en France, 1,7% en Allemagne), 0,5% au Japon, 6,6% en Chine, 7,6% en Inde , 3,4% dans les pays du Moyen Orient, d'Afrique du Nord plus l'Afghanistan et le Pakistan, 1,4% en Afrique Subsaharienne. Dans les pays émergents et en développement, la croissance est tablée à 4,2% suite au ralentissement économique ces cinq dernières années pour représenter environ les trois quarts de la croissance mondiale. Une décroissance a été constatée dans les Pays de la Communauté des Etats Indépendants (CEI) de l'Asie Centrale (-0,3%), -0,8% en Russie, -0,6% dans les pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes surtout au Brésil avec -3,3%.

Cette situation est aussi corrélée au ralentissement et au rééquilibrage de l'économie chinoise, la baisse des cours des produits de base particulièrement du pétrole de 15,4% et des produits hors pétrole de -2,7% en 2016.

En effet, les prix du pétrole ont rebondi par rapport au niveau qu'ils avaient atteint en janvier 2016, le plus bas depuis 10 ans, en raison principalement d'arrêts involontaires de la production. Les prix moyens du gaz naturel sont en baisse de 6% depuis février 2016 en Europe, au Japon et aux États-Unis. La baisse antérieure des prix du pétrole, la production abondante de gaz naturel en Russie et la faiblesse de la demande en Asie (en particulier au Japon) ont renforcé ce recul. Les prix moyens du charbon en Australie et en Afrique du Sud ont augmenté de 32 % par rapport à février 2016.



Les prix des produits de base hors carburants ont augmenté aussi : les prix des métaux et des produits de base agricoles ont progressé de 12 % et de 9 %, respectivement. Les prix des métaux ont diminué progressivement en raison d'un ralentissement et d'un abandon de l'investissement à forte intensité de produits de base en Chine, mais les récentes mesures de relance ont soutenu les prix. Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 7 % sauf quelques-uns comme le maïs et le blé. En outre, le Brésil, qui est un gros producteur alimentaire, a connu une sécheresse prolongée. Les prix du blé ont baissé suite à une importante production aux États-Unis, dans l'Union européenne et en Russie, cela a permis d'augmenter le niveau des stocks.

## b) Commerce mondial

Selon les données du Rapport de l'OMC 2016, la valeur du commerce mondial a baissé de 13% passant de 38,1 trillions USD en 2014 à 33,2 trillions USD en 2015 s'expliquant

principalement par les fortes fluctuations des prix des produits de base et des taux de change, fluctuations dues au ralentissement de la croissance économique en Chine, à la récession au Brésil, à la production soutenue de combustibles aux États-Unis et à la divergence des politiques monétaires des grandes économies. La volatilité des marchés financiers a par ailleurs érodé la confiance des entreprises et des consommateurs et a contribué à la réduction de la demande mondiale de certains biens durables surtout en Asie. Entre juin 2014 et Décembre 2015, les cours des produits de base ont chuté de 63% suite à la hausse de la production des pays de l'OPEP, les métaux de 35% ; les produits alimentaires et les matières premières agricoles de 22%. Durant cette période, on a noté une appréciation du USD et de Yuan de 13% qui n'a pas compensé les effets escomptés la rentrée massive de devises des pays exportateurs de ces produits.

Les produits manufacturés qui ont connu plus de contraction du commerce mondial sont le matériel de bureau et de télécommunication, les produits chimiques et les autres machines et appareils (comprenant les biens d'équipement et les biens durables autres que les automobiles).

### ❖ *Les exportations*

Les exportations mondiales ont atteint en 2015 environ 16,5 trillions USD soit 14% de baisse par rapport à 2014 (19 trillion USD) attribuable à la contraction des exportations des pays d'Amérique du Nord (-8% avec USA (-7,1%), le Canada (-14%) et le Mexique (-4,1%)), d'Amérique du Sud et Centrale (-21,2% avec principalement le Brésil (-15,1%) et autres (-24,2%).

Les pays d'Europe ne sont pas en reste avec une baisse de 12,4% et majoritairement les pays de l'UE 28 (-12,5%) surtout l'Allemagne (-11%), le Royaume Uni (-8,9%), la France (-12,8%), la Hollande (-15,7%) et l'Italie (-13,4%).

Par contre, les exportations ont augmenté considérablement dans les pays producteurs du pétrole en Afrique et dans les pays de la Communauté des Etats Indépendants (CEI) malgré la chute des prix du pétrole.

La part des produits manufacturés dans les exportations mondiales a atteint 70% en 2015 contre 67% en 2014 soit une augmentation de 4%. La part des exportations de produits agricoles a connu une hausse de 10% durant cette période par contre celle des produits énergétiques et miniers s'est fléchie passant de 20% en 2014 à 18% en 2015.

En effet, les exportations de produits agricoles de certains pays ont connu un déclin à savoir l'Inde (-19%), l'Union Européenne (-13%), les USA, l'Indonésie, le Canada et l'Australie (-10% chacun) et la Chine (-2%). Celles des produits énergétiques et miniers ont reculé de -14% en Chine, -28% aux USA, -35% au Canada, -38% au Qatar, -39% aux Emirats AU, -44% en Russie, -47% en Arabie Saoudite. Les exportations de l'acier et fer ont fléchi de 9% au Brésil, de 24% en Chine, de 28% en Inde et de 39% en Russie et en Ukraine.

Les exportations de produits chimiques ont baissé de 16% en Chine-Taïpei, 13% au Japon et en Corée, de 11% au Singapour, de 10% en UE, les équipements télécom de 10% en UE et en Malaisie et de 8% au Japon. En outre, les exportations de voitures se sont amenuisées de 6% en UE, au Japon, aux USA et en Corée et celles des produits textiles de 14% en UE, de 13% en Turquie, 11% en Corée et de 9% au Pakistan. On constate une régression des exportations des vêtements de 11% en UE, de 10% en Hong Kong et Indonésie et de 9% en Turquie.

### ❖ *Les importations*

Les importations mondiales ont subi également une contraction de 12,5% par à 2014

culminant à 16,73 trillions USD à cause de la baisse des importations des pays suivants (Amérique du Nord (-4,7% surtout au Canada (-9,1%), Amérique du Sud et Centrale (-15,9% et particulièrement au Brésil (-25,2%)), Europe (-13,2% et principalement UE 28 (-13,4%)).

Par contre, les importations des pays développés ont considérablement augmenté atteignant 4,5% et celles des pays en développement ont connu une atonie avec une légère croissance de 0,2%. Par ailleurs, la diminution des importations des régions productrices de pétrole a été due principalement à la chute des prix mondiaux du pétrole, qui a amputé les recettes d'exportation des pays concernés.

#### ❖ *Le commerce des services*

En 2015, les exportations mondiales des services commerciaux ont enregistré une baisse de 6,4% atteignant environ 4,7 trillions USD et cette baisse a impacté le commerce de services liés aux marchandises, tels que les transports, accusant un reflux de 10,3% et atteignant une valeur de 875 milliards de USD. Cette baisse était concentrée dans les pays européens (-9,8%), asiatiques (-3,4%), d'Amérique du Sud et Centrale (-4,3%) et légèrement en Amérique du Nord (-0,9%).

Cette baisse s'explique par la régression de la demande des pays en développement des autres services comme les voyages et les services financiers. Ces derniers ont connu une contraction à cause de la fluctuation de taux de change. Les exportations des services de construction ont baissé de 15%.

## **II. DEVELOPPEMENTS RECENTS DU COMMERCE EXTERIEUR DES ETATS MEMBRES DE L'OCI**

### **a) Commerce mondial des pays de l'OCI**

Le Plan d'Action Décennal (PAD) 2005-2015 de l'OCI mis en œuvre par toutes les Institutions et Etats Membres de l'OCI sous la direction du Secrétariat Général en collaboration avec les partenaires internationaux au développement, a porté ses fruits et contribué à l'accélération de la croissance du volume du commerce des Etats Membres qui passe de 1,77 trillion USD en 2005 à 3,43 trillions USD en 2015 soit une hausse de 93%.

Ceci s'explique, entre autres, par la fluctuation des cours des produits échangés durant la dernière décennie ; notamment, les hydrocarbures mais aussi par l'exécution des projets financés par le Groupe de la BID (ITFC, ICIEC, ICD...), les activités de promotion du commerce et de facilitation du commerce du CIDC, du COMCEC, de la CICIA et le programme de renforcement des capacités dans le secteur économique et commercial du SESRIC, du CIDC, de la CICIA et du Groupe de la BID (Département de la Coopération et de l'Intégration et IRTI ) en collaboration avec des Agences des Nations Unis (PNUD, CCI, CNUCED, OMC, ONUDI, OMT, FAO, OMPI, ...) et le secteur privé des Etats Membres.

Entre Février 2009 et Décembre 2015, le Groupe Consultatif pour le renforcement du commerce intra-OCI a programmé environ 1.125 activités et projets dont 75% ont été réalisés et qui ont concerné le renforcement des capacités, la facilitation du commerce, la promotion du commerce, le financement du commerce et l'assurance et la garantie de crédit à l'exportation et le développement de produits stratégiques.

Plusieurs Etats Membres ont aussi investi dans le domaine de la facilitation du commerce en termes d'infrastructures routières et aéroportuaires durant la période 2010-2016 dont la croissance a dépassé 10%. Ces pays sont les Emirats Arabes Unis, la Malaisie, la Turquie, l'Iran, l'Egypte, le Brunei, le Koweït, le Sénégal, la Sierra Leone, les Maldives, le Burkina Faso, l'Algérie, l'Arabie Saoudite, le Liban, le Maroc, le Tchad, le Tadjikistan, l'Indonésie et le

Cameroun.

Selon les données de la CNUCED, d'autres pays ont également amélioré leur taux de connectivité maritime de plus de 25% entre 2005 et 2016 à savoir : les Maldives, Bahreïn, le Togo, le Soudan, le Bangladesh, la Jordanie, le Bénin, la Somalie, Djibouti, la Guinée, la Turquie, le Cameroun, l'Egypte, la Sierra Leone, le Maroc et la Côte d'Ivoire. Le taux de connectivité maritime moyen des Etats Membres s'est amélioré de 18,6% entre 2005 et 2016.

Malgré ces activités et projets, le commerce des Etats Membres de l'OCI a représenté en 2015 environ 10,33% contre 11,2% du commerce mondial en 2014 soit un reflux de 7,8%.

Par ailleurs, on note que les ténors du commerce mondial des Etats Membres de l'OCI sont : **les Emirats A.U** (478,4 milliards \$US soit 14% du commerce global des pays de l'OCI en 2015) suivis par **l'Arabie Saoudite** (379,2 milliards \$US ; 11,1%), la **Malaisie** (376,4 milliards \$US ; 11%), la **Turquie** (351 milliards \$US ; 10,3%), **l'Indonésie** (293,1 milliards \$US ; 8,6%), **l'Iran** (153,3 milliards \$US ; 4,5%), le **Nigeria** (115,3 milliards \$US ; 3,4%), le **Qatar** (110,6 milliards \$US ; 3,2%), **l'Irak** (96,3 milliards \$US ; 2,8%) et **l'Egypte** (91 milliards \$US ; 2,7%). Ces dix pays ont totalisé environ 71,4% du commerce mondial des Etats Membres de l'OCI en 2015 approchant 2,45 trillions USD. Compte de la turbulence des prix des produits de base entre 2014 et 2015, le volume du commerce de ces pays a baissé d'au moins 50 milliards USD.

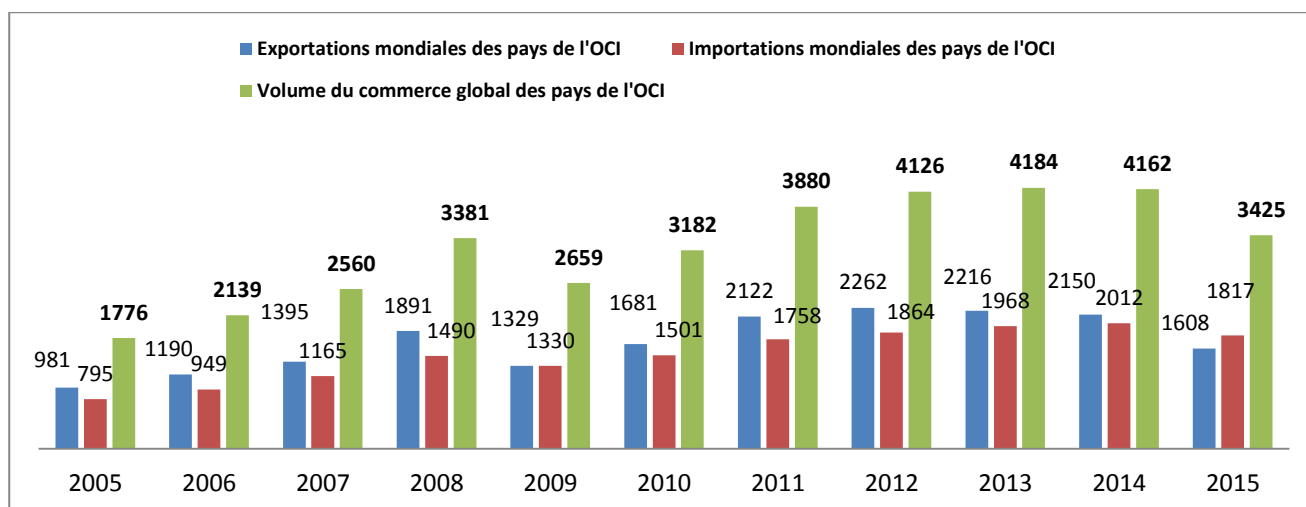
Selon les données de TradeMap de l'ITC, on note une baisse de 42,4% des exportations de combustibles minéraux des pays de l'OCI entre 2014 et 2015, les machines de 30,4%, les produits électriques et électroniques de 29%, les voitures de 25,4%, les perles et pierres précieuses de 22,6% et les articles plastiques de 17%.

Le commerce mondial des pays de l'OCI est composé en 2015 de divers produits manufacturés à hauteur de 29%, suivis par les combustibles minéraux (23%), les machines et matériel de transport et les produits alimentaires (17% chacun), les produits chimiques (8%) et les matières brutes non comestibles (6%).

Selon les données de la CNUCED d'octobre 2016, le commerce mondial des services commerciaux des pays de l'OCI a atteint en 2015 une valeur de 822,30 milliards USD, soit 24% du commerce global des pays de l'OCI. Ce commerce est composé à 32,6% de services de transport suivi des voyages (32,4%) et les autres services (34%). Ces derniers regroupent des services gouvernementaux à hauteur de 23% suivis par les services aux entreprises (9%), les services de télécom, d'informatiques et d'information (5%), les services de construction (2,4%), les services financiers (2%), les services d'assurance et de pension (1,5%), et les autres services( IT, personnels, culturels, récréatifs, licences, de la propriété intellectuels et audiovisuels) (3%).

Les principaux acteurs des services commerciaux sont : l'Arabie Saoudite, les EAU, la Malaisie, la Turquie, l'Indonésie, le Qatar, l'Egypte, le Koweït, le Liban et l'Iran. Ces dix pays ont enregistré 70% du commerce total des pays de l'OCI en 2015. Le commerce de services des Etats Membres de l'OCI a connu une régression à cause de la contraction du coût du transport maritime en vrac.

**Graphique 2: Evolution du commerce mondial des Etats Membres de l'OCI en milliards USD entre 2005 et 2015**



## b) Structure du commerce extérieur

### ❖ Les exportations

Les exportations mondiales des Etats Membres de l'OCI ont connu une régression de 25,2% passant de 2,15 trillions \$US en 2014 à 1,61 trillion \$US en 2015 soit une contraction de 541 milliards USD. Cette baisse s'explique par la contraction exportations mondiales de certains pays suivants en raison de la fluctuation des cours de produits de base tels que les combustibles (causées par l'augmentation de la production du pétrole des pays de l'OPEP) et les produits alimentaire et minier à l'échelle internationale.

Les pays qui ont connu plus importantes **baisse des exportations** de plus de 10 milliards USD entre 2014 et 2015 sont : **l'Arabie Saoudite** (-125,2 milliards USD), le **Qatar** (-53,6 milliards USD), les **Emirats AU** (-41,6 milliards USD), le **Koweït** (-38,2 milliards USD), le **Nigeria** (-36,9 milliards USD), le **Kazakhstan** (-36,4 milliards USD), la **Malaisie** (-34 milliards USD), **l'Irak** (-28,6 milliards USD), **l'Algérie** (-28,4 milliards USD), **l'Indonésie** (-25,6 milliards USD), **l'Iran** (-20,6 milliards USD), la **Turquie** (-13,9 milliards USD) et **Oman** (-12,1 milliards USD). Quarante et un pays de l'OCI ont affiché une baisse de leurs exportations mondiales entre 2014 et 2015.

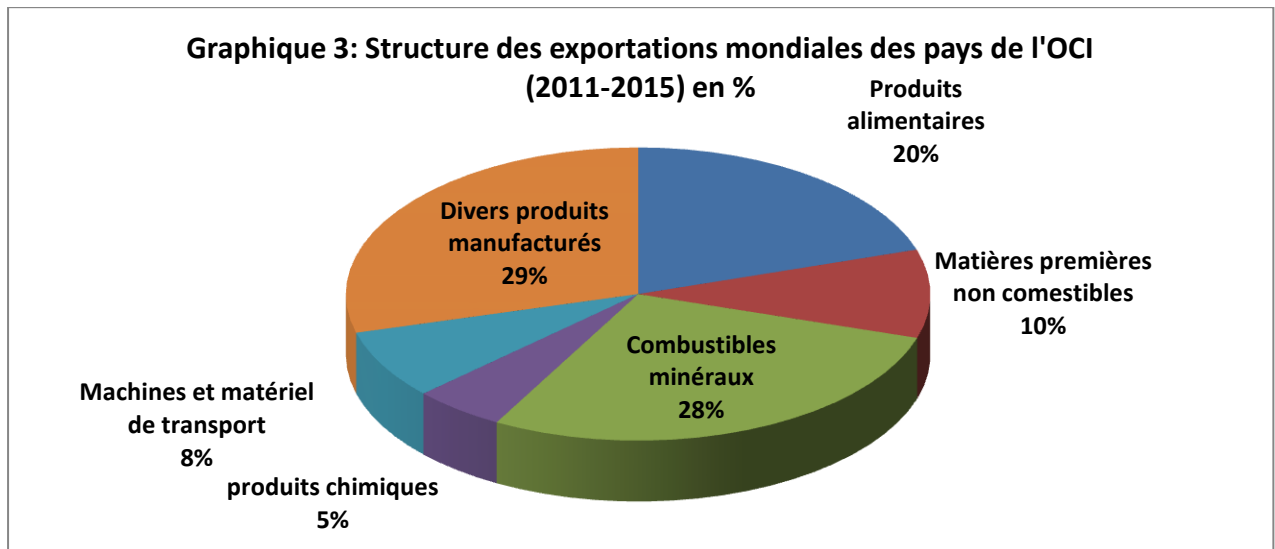
Cette baisse a été constatée par pays et produits suivants :

- **L'Arabie Saoudite** : une contraction des exportations de 125,2 milliards USD soit - 37,5% par rapport à 2014 à cause de la baisse, entre autres, de ses exportations de combustibles minéraux de 46% due à l'augmentation de la production des pays de l'OPEP entre 2014 et 2015 qui a occasionné la baisse des cours du pétrole, de produits chimiques inorganiques de 39% particulièrement à base de métaux précieux, de produits chimiques organiques de 26%, d'articles plastiques de 20%, de voitures de 11% et d'engrais de 5% ;
- **Le Qatar** : une régression de 41% des exportations par rapport à 2014 équivalent à 53,6 milliards USD suite au reflux de ses exportations de produits chimiques inorganiques de 66%, de combustibles de 46%, de fonte, de fer et d'acier de 41%, des produits chimiques organiques de 31% et de produits pharmaceutiques de 18% ;
- **Les Emirats Arabes Unis** : une baisse des exportations de 16% soit environ 41,6

milliards USD en liaison avec le repli de ses exportations de 58% de voitures, de 40% de combustibles minéraux, de 32% de produits chimiques organiques, de 16% de fonte, fer et acier et de 9% d'engrais ;

- **Le Koweït** : une décroissance de 41% des exportations soit 38,2 milliards USD du fait de la baisse des exportations koweïtiennes de fonte, d'acier et de fer de 65% ; de combustibles minéraux de 48%, d'articles plastiques de 23%, d'engrais de 20% et de perles fines de 14% ;
- **Le Nigeria** : ses exportations ont connu un reflux de 37 milliards USD soit 39,3% entre 2014 et 2015 suite à la contraction de ses exportations de combustibles minéraux de 44%, d'articles électriques de 34% ; de cacao et préparations de 33% ; d'articles en caoutchouc (31%) et de peaux et cuir de 17%.

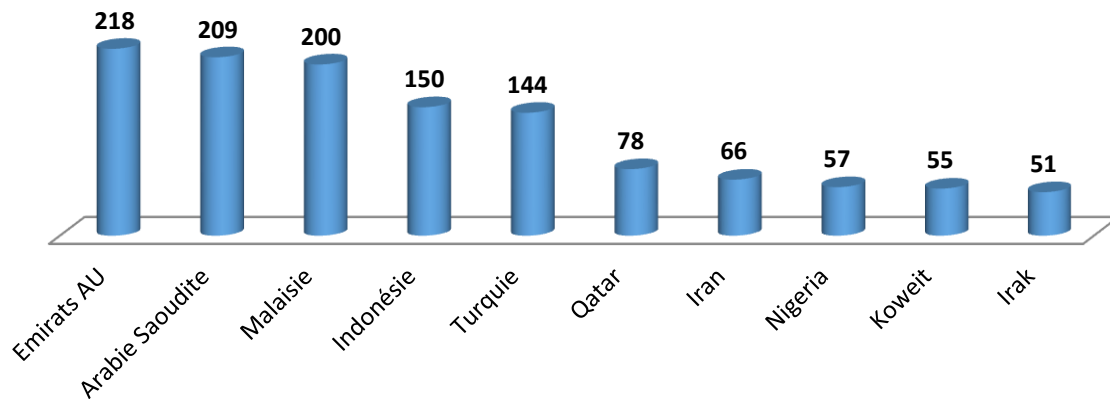
Malgré cette tendance baissière, certains pays de l'OCI ont enregistré chacun une augmentation de plus de 200 millions USD de leurs exportations mondiales entre 2014 et 2015, il s'agit entre autres, du Soudan (+1237,3 millions USD), de l'Ouzbékistan (+1037,2 millions USD), du Pakistan (+838,9 millions USD), du Togo (+549,5 millions USD), du Mali (+440,2 millions USD), de l'Ouganda (+328 millions USD), du Kirghizistan (+302,8 millions USD) et du Tadjikistan (+298,2 millions USD).



Les exportations mondiales des pays de l'OCI sont constituées en 2015 de 29% des divers produits manufacturés suivis par les combustibles minéraux (28%), les produits alimentaires (20%) les matières brutes non comestibles (10%), les machines et matériel de transport (8%), et les produits chimiques (5%).

Les **principaux exportateurs** sont : les **Emirats Arabes Unis** dont les exportations ont atteint en 2015 une valeur 218,4 milliards USD soit 13,6% des exportations mondiales des pays de l'OCI, suivis par **l'Arabie Saoudite** (208,6 milliards USD ; 13%) ; la **Malaisie** (200,2 milliards USD ; 12,5%), **l'Indonésie** (150,4 milliards USD ; 9,4%), **la Turquie** (143,9 milliards USD ; 9%), le **Qatar** (78 milliards USD ; 4,9%), **l'Iran** (65,7 milliards USD ; 4,1%), le **Nigeria** (57 milliards USD ; 3,5%), le **Koweït** (55,2 milliards USD ; 3,4%) et **l'Irak** (51 milliards USD ; 3,2%). Ces dix pays ont enregistré 76,4% des exportations mondiales de l'OCI en 2015 soit un total de 1,23 trillion USD.

**Graphique 4: Top 10 Exportateurs de pays de l'OCI en 2015 (milliards USD)**



### ❖ *Les importations*

Les importations mondiales des Etats Membres de l'OCI ont connu une décroissance de 9,7% correspondant à une valeur de 196 milliards USD entre 2014 et 2015 et sont passées de 2,01 trillions \$US en 2014 à 1,82 trillion USD en 2015. Cette régression est due à la baisse des importations de plus 3 milliards USD suite aux restrictions budgétaires et à la baisse des cours de baril entre 2014 et 2015 des pays tels que : l'Indonésie (-35,5 milliards USD), la Turquie (-35 milliards USD), la Malaisie (-32,6 milliards USD), le Kazakhstan (-21,8 milliards USD), l'Iran (-17,5 milliards USD), les Emirats A U (-13,3 milliards USD), le Nigeria (-8,8 milliards USD), le Maroc (-8,1 milliards USD), l'Algérie (-6,8 milliards USD), le Kirghizistan (-6,5 milliards USD), l'Irak (-6,1 milliards USD), la Libye (-5,3 milliards USD), la Tunisie (-4,3 milliards USD), le Yémen (-4,2 milliards USD), Bahreïn (-3,7 milliards USD), le Liban (-3,5 milliards USD) et l'Ouzbékistan (-3,2 milliards USD).

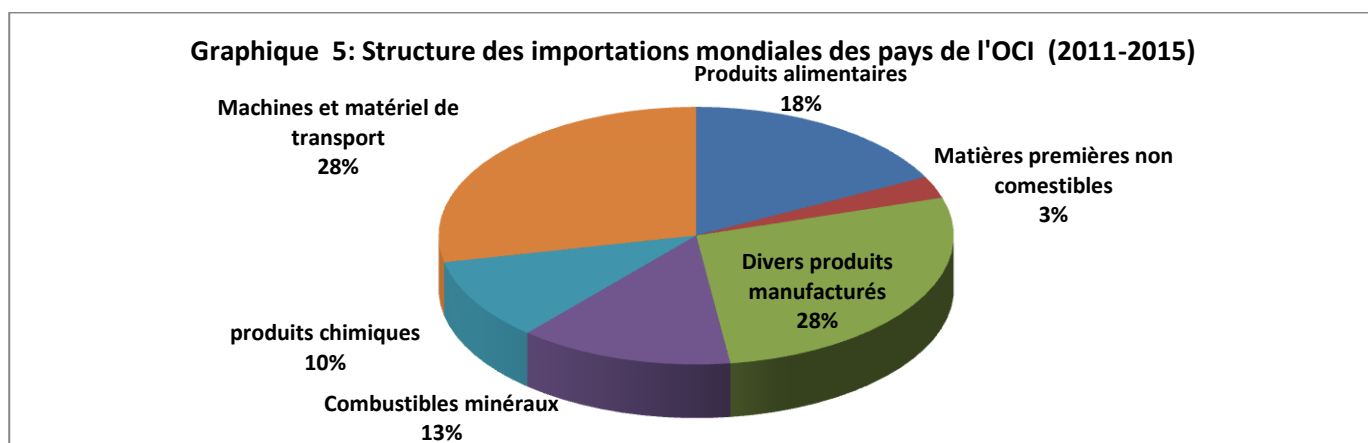
Les principales baisses par pays et par produit sont les suivantes :

- **L'Indonésie** : une baisse de 20% de ses importations soit 35,5 milliards USD entre 2014 et 2015 à cause de la régression de ses importations de combustibles minéraux de 43%, de fonte, d'acier et de fer de 24% ; de produits chimiques organiques de 19%, de machines et d'articles mécaniques de 13%, d'articles plastiques de 12% ; de céréales de 12% et d'articles électriques de 10% ;
- **La Turquie** : un reflux de ses importations de 14,5% équivalent à 35 milliards USD du fait de la contraction de ses importations de combustibles minéraux de 31% ; de produits chimiques organiques de 19% ; de fonte, de fer et d'acier de 16%, d'articles plastique de 13% ; de machines et d'articles mécaniques de 9% et de machines et d'articles électriques de 2% ;
- **La Malaisie** : une décroissance de 32,6 milliards USD des importations malaisiennes correspondant à 15,6% due à la diminution de ses importations de combustibles minéraux de 38% suivies par celles, de fonte, de fer et d'acier de 21% ; de perles fines de 19% ; de machines et d'articles électrique de 12%, de machines et d'engins mécaniques de 11% ;
- **Le Kazakhstan** : un repli de ses importations de 21,8 milliards USD soit 52,8% à cause de la baisse de ses importations de voitures de 55% ; de combustibles minéraux de 29%, de machines et d'articles électriques de 23% ; de 19% de machines et d'articles mécaniques et de produits pharmaceutiques de 13% ;

- **L'Iran** : les importations iraniennes ont connu une diminution de 17,5 milliards USD soit 16,6% suite au repli de ses importations de céréales de 45%, de machines et d'articles électriques de 26%, de fer et d'acier de 13%, d'huiles et graisses animales et végétales de 13% et de machines et d'engins mécaniques de 12%.

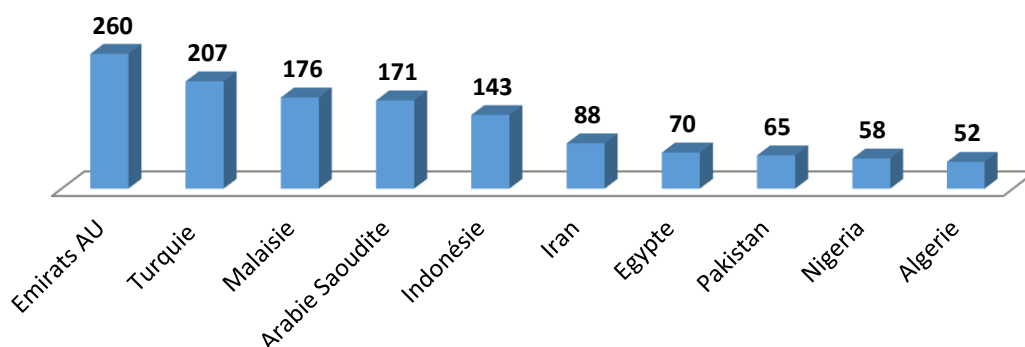
Malgré cette baisse des importations, d'autres pays de l'OCI ont vu également leur importations mondiales augmenter chacun de plus d'un milliard durant cette période à savoir : le Pakistan (+17 milliards USD), Oman (+5,3 milliards USD), le Bénin (+4,2 milliards USD), le Togo (+3,6 milliards USD), l'Azerbaïdjan (+3,5 milliards USD), le Mozambique (+2,4 milliards USD) et le Qatar (+2,2 milliards USD).

En 2015, les importations mondiales des Etats Membres étaient composées de machines et matériel de transport et de divers produits manufacturés à hauteur de 28% chacun, les produits alimentaires (18%), les combustibles minéraux (13%), les produits chimiques (10%) et les matières brutes non comestibles (3%).



Les principaux importateurs sont : les **Emirats Arabes Unis** qui ont importé environ 260 milliards USD soit 14,3% des importations totales des Etats Membres de l'OCI, **la Turquie** (207,2 milliards USD ; 11,4%), la **Malaisie** (176,2 milliards USD ; 9,7%), **l'Arabie Saoudite** (170,6 milliards USD ; 9,4%) **l'Indonésie** (142,7 milliards USD ; 7,9%), **l'Iran** (87,6 milliards USD ; 4,8%), **l'Egypte** (69,8 milliards USD ; 3,8%), le **Pakistan** (64,5 milliards USD ; 3,5%), le **Nigeria** (58,4 milliards USD ; 3,2%) et **l'Algérie** (51,8 milliards USD ; 2,9%). Ces dix pays ont assuré 71% des importations mondiales de l'OCI en 2015 correspondant à 1,29 trillion USD.

**Graphique 6: Top 10 Importateurs de pays de l'OCI en 2015 (milliards USD)**



### III. DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS DU COMMERCE INTRA-OCI

#### a) Evolution du commerce intra-OCI (2005-2015)

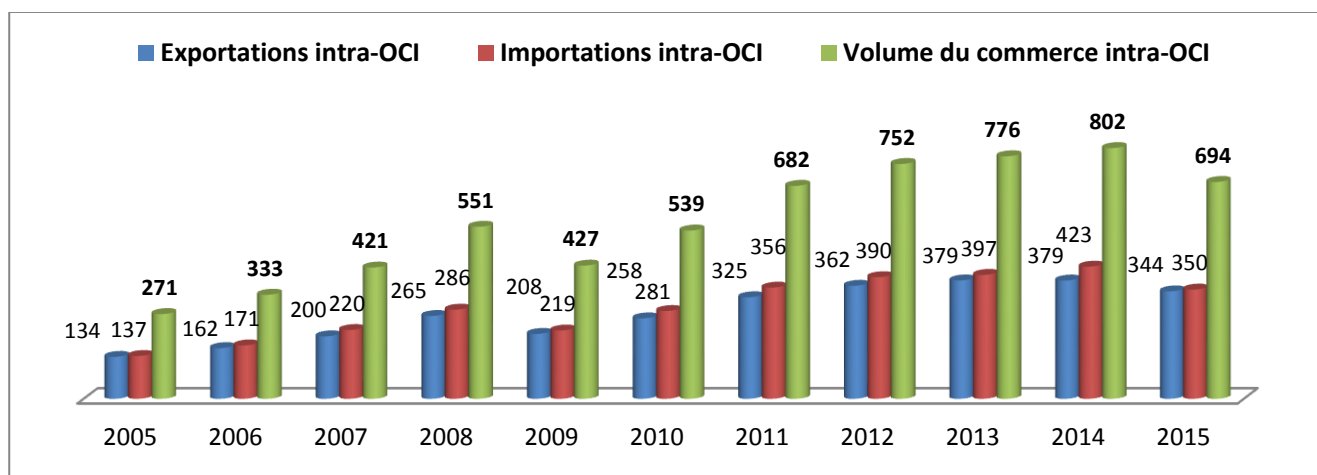
Comme l'activité économique mondiale peine à retrouver son dynamisme ces dernières années, les pays de l'OCI ne sont pas en reste car ils subissent également les tendances des économies de certains pays tels que les USA, les pays de l'UE, de l'ALENA et des pays asiatiques avec qui ils sont liés par des accords bilatéraux et multilatéraux.

Les économies de la zone OCI sont aussi tributaires de la fluctuation des cours de produits de base et des taux de change des monnaies faisant l'objet de transactions commerciales internationales mais aussi de flux des IDEs intra-zone (OCI et partenaires au développement).

La variation du taux de croissance des économies ténors de l'OCI tels que : les Emirats A.U, l'Arabie Saoudite, la Malaisie ; la Turquie, l'Indonésie, l'Iran, le Qatar, le Nigeria, l'Irak et le Koweït impacte directement le commerce mondial et intra-communautaire de ces pays membres.

En effet, le volume du commerce entre les Etats Membres de l'OCI (exportations intra-OCI+ importations intra-OCI) a enregistré une hausse considérable depuis l'exécution du Plan d'Action Décennal (PAD) (2005-2015) de l'OCI en passant de 271,45 milliards USD en 2005 à 694,23 milliards USD en 2015, soit une augmentation de 156%.

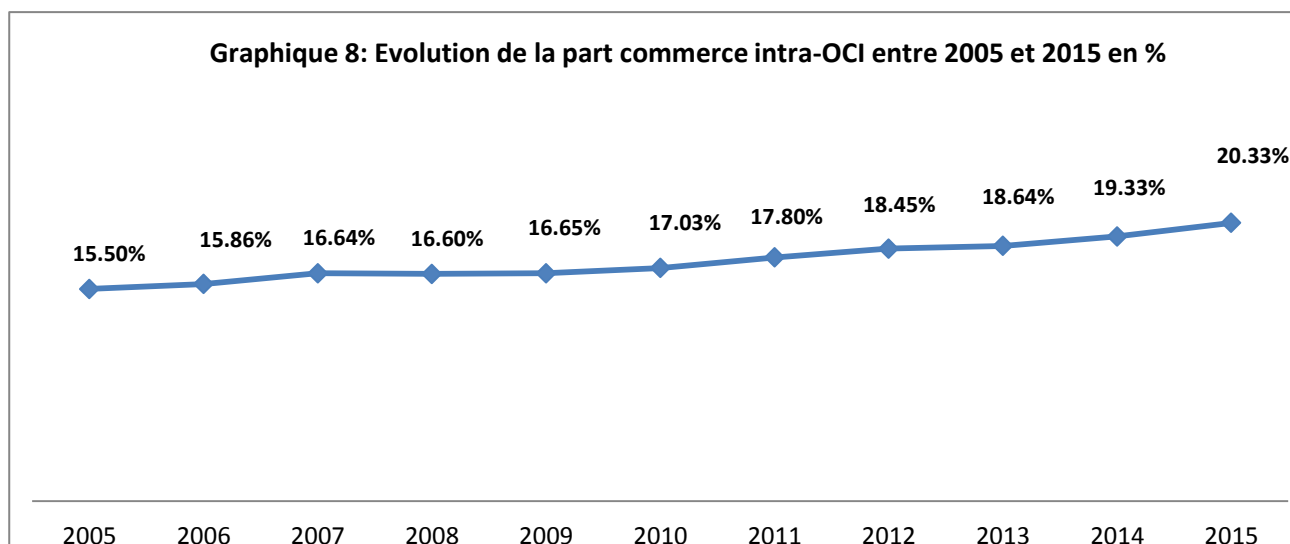
**Graphique 7 : Evolution du commerce intra-OCI en milliards USD entre 2005 et 2015**



Malgré les effets de la crise économique internationale, les Etats Membres ont tendance à

augmenter leur commerce intra-communautaire grâce à l'existence d'accords bilatéraux et régionaux, la similarité des modèles de consommation, la complémentarité régionale et les efforts de promotion commerciale, de financement du commerce, de l'assurance, de garantie de crédit à l'exportation et de la mise en œuvre de Plan d'Action Décennal 2005 - 2015 par le Secrétariat Général de l'OCI, ses Institutions et Etats Membres mais également à la mise en œuvre de la Stratégie du COMCEC.

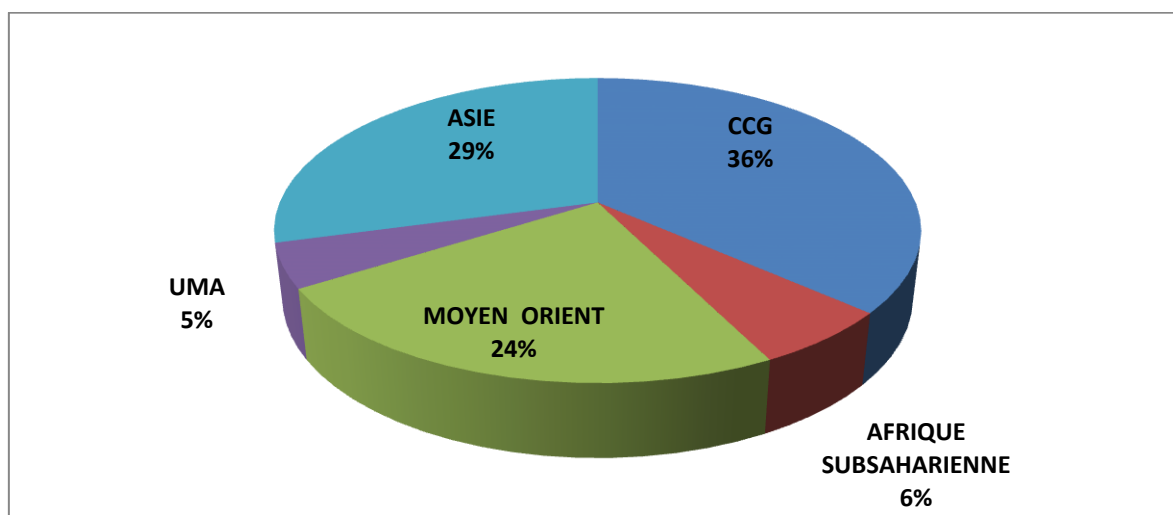
Cette coordination des efforts conjoints a permis de porter la part du commerce intra-OCI dans le commerce total des Etats Membres de 15,50% en 2005 à **20,33% en 2015**, soit une augmentation de 31,5%. Cela signifie que les objectifs du Plan d'Action Décennal de l'OCI 2005-2015 ont été atteints malgré les turbulences économiques qu'ont connues certains Etats Membres de l'OCI. Environ 32 pays ont atteint cette cible en 2015. D'autre part, les pays tels que la Guyane, le Mozambique, l'Albanie, la Guinée, le Nigeria, le Suriname, le Bangladesh, la Malaisie, le Gabon et l'Indonésie dont le commerce intra-OCI est inférieur à 10%, sont appelés à diversifier leurs partenaires dans l'espace OCI afin de contribuer à atteindre la nouvelle cible de 25% du commerce intra-OCI en 2025.



Les principaux acteurs du commerce intra-OCI en 2015 sont : les **Emirats A.U** (110,8 milliards \$US, soit 16% du commerce intra-OCI), **l'Arabie Saoudite** (68,6 milliards \$US ; 9,9%), **la Turquie** (65,2 milliards \$US ; 9,4%), **l'Iran** (55,5 milliards \$US ; 8%), **la Malaisie** (37,3 milliards \$US ; 5,4%), le **Pakistan** (34,2 milliards \$US ; 4,9%), **l'Indonésie** (31,4 milliards \$US ; 4,5%), la **Syrie** (27,5 milliards \$US ; 4%), **Oman** (26,5 milliards \$US ; 3,8%) et **l'Irak** (23,8 milliards \$US ; 3,4%). Ces dix pays ont assuré 69,3% du commerce intra-OCI en 2015 soit environ un volume global de 481 milliards USD. Nous avons noté une baisse du volume du commerce intra-OCI entre 2014 et 2015 de la plupart de ces pays à cause de la fluctuation des prix des produits de base sur le marché international suite à l'augmentation de la production du pétrole des pays de l'OPEP et la baisse du prix du baril malgré l'appréciation du dollar US.

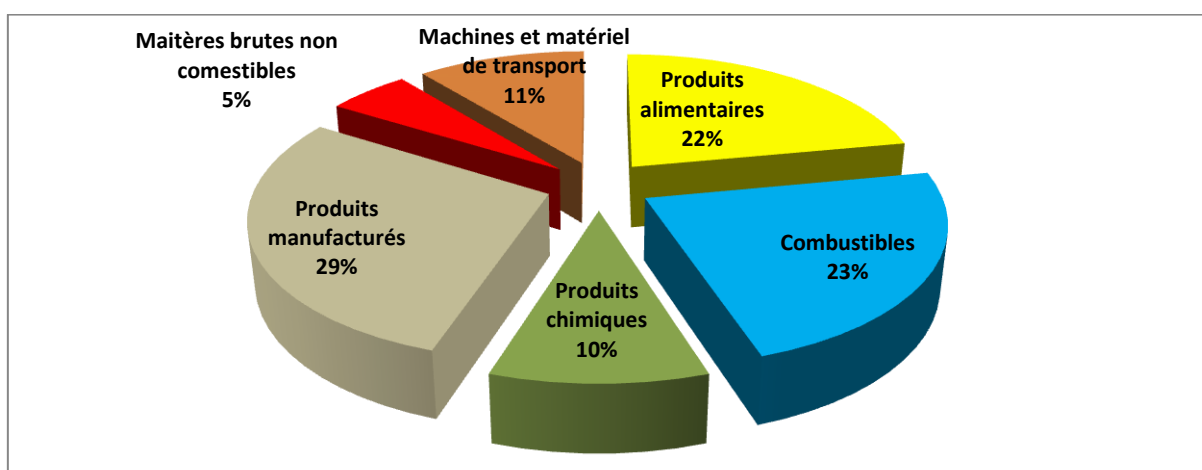
En 2015, la distribution géographique du commerce intra-OCI est assurée à 36% par les pays du Golfe suivis par les pays d'Asie (29%), les pays du Moyen Orient (24%), les pays d'Afrique Subsaharienne (6%) et les pays de l'UMA (5%).

**Graphique 9 : Répartition géographique du commerce intra-OCI en 2015**



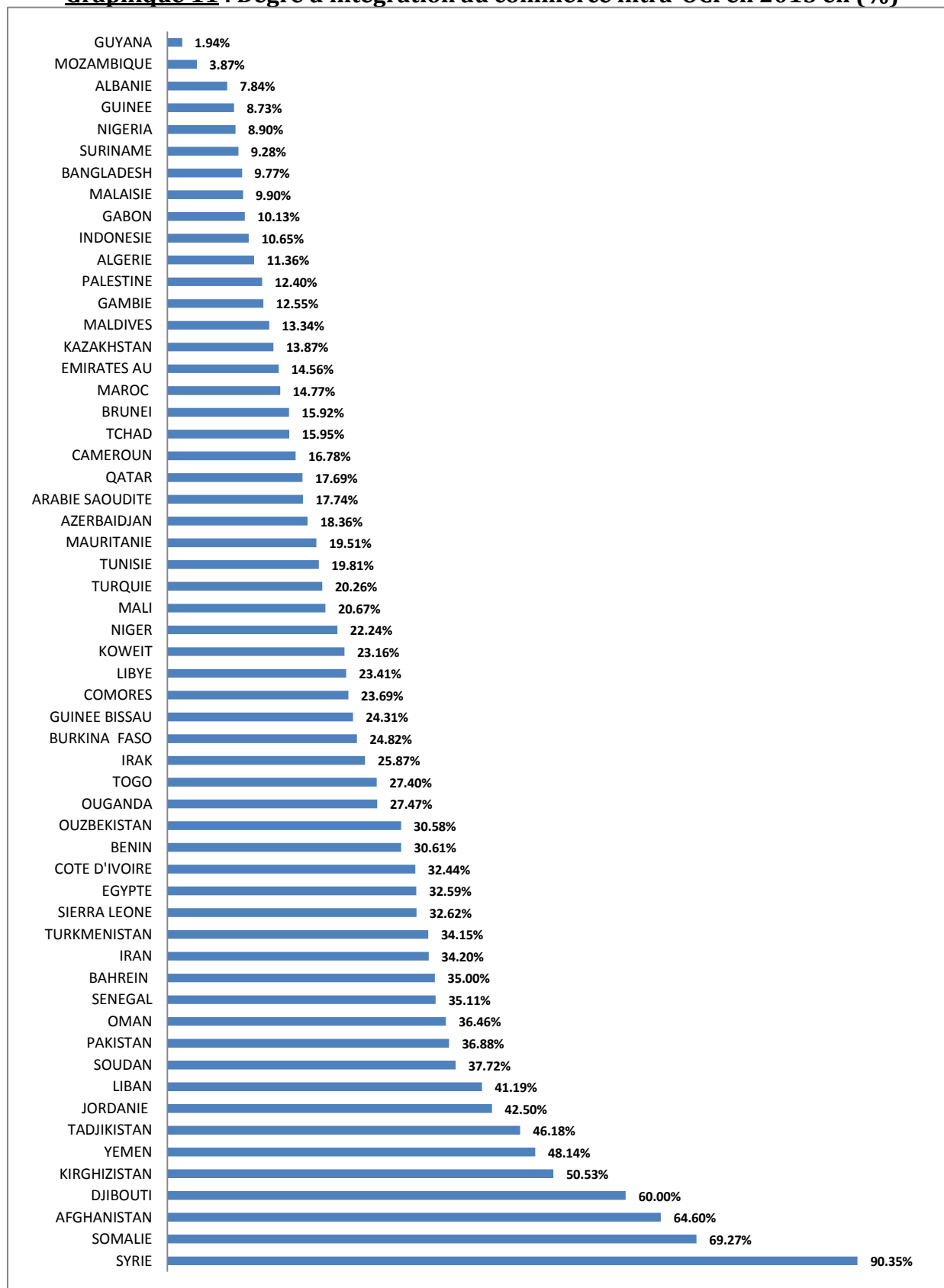
Les principaux produits échangés entre les Etats Membres de l'OCI sont composés à 29% de divers produits manufacturés, les combustibles minéraux (23%), les produits alimentaires (22%), les machines et matériel de transport (11%), les produits chimiques (10%) et les matières brutes non comestibles (5%).

**Graphique 10 : Structure du commerce intra-OCI (2009-2015) en %**



Entre 2005 et 2015, environ 32 pays ont atteint l'objectif du seuil de 20% du commerce intra-OCI prôné par le Plan d'Action Décennal (PAD), il s'agit par ordre décroissant de : la **Syrie** (90,35% de son commerce est effectué avec les pays de l'OCI), la **Somalie** (69,27%), l'**Afghanistan** (64,60%), **Djibouti** (60,00%), le **Kirghizistan** (50,53%), le **Yémen** (48,14%), le **Tadjikistan** (46,18%), la **Jordanie** (42,50%), le **Liban** (41,19%), le **Soudan** (37,72%), le **Pakistan** (36,88%), **Oman** (36,46%), le **Sénégal** (35,11%), **Bahreïn** (35,00%), l'**Iran** (34,20%), le **Turkménistan** (34,15%), la **Sierra Leone** (32,62%), l'**Egypte** (32,59%), la **Côte d'Ivoire** (32,44%), le **Bénin** (30,61%), l'**Ouzbékistan** (30,58%), l'**Ouganda** (27,47%), le **Togo** (27,40%), l'**Irak** (25,87%), le **Burkina Faso** (24,82%), la **Guinée Bissau** (24,31%), les **Comores** (23,69%), la **Libye** (23,41%), le **Koweït** (23,16%), le **Niger** (22,24%), le **Mali** (20,67%) et la **Turquie** (20,26%).

**Graphique 11 : Degré d'intégration au commerce intra-OCI en 2015 en (%)**



Pour mieux dynamiser le commerce intra-OCI, les Etats Membres sont appelés à investir davantage dans le domaine du renforcement des capacités, de participation aux foires, salons internationaux et fora d'affaires et notamment ceux qui sont organisé par le CIDC et la BID mais également alléger leur procédure du commerce extérieur et de l'investissement

intra-OCI afin de dynamiser les échanges commerciaux entre les Etats Membres. Par ailleurs, la diversification de l'offre exportable est une nécessité pour développer le commerce extérieur et l'investissement intra-OCI. Il est aussi important que les Etats Membres de l'OCI participent activement aux activités des Institutions de l'OCI en charge du développement du commerce intra-OCI à savoir celles du CIDC, du Groupe de la BID, de la CICA et du SMIC, aux projets du COMCEC dans le cadre de la Gestion de Cycles de Projets (PCM), les projets et activités des Sous-comités du commerce et de l'investissement ; du secteur privé et du Financement de l'ACMOI de l'OCI.

## **b) Structure du commerce intra-OCI**

### **❖ Les exportations intra-OCI**

Les exportations intra-OCI ont presque triplé entre 2005 et 2015 passant de 134,3 milliards \$US en 2005 à 344,3 milliards \$US en 2015 soit une hausse de 155,3%. Entre 2014 et 2015, on constate un repli des exportations intra-OCI de 17,3% à cause de la baisse des cours de produits de base sur le marché international du fait qu'aussi que les principaux exportateurs de l'OCI sont majoritairement exportateurs de ces produits malgré l'appréciation du dollar américain durant cette période.

Cette situation a contribué à la baisse de la part des exportations intra-OCI de 8,4% passant de 21,04% en 2014 à 19,27% en 2015.

En effet, entre 2014 et 2015, plusieurs pays de l'OCI ont vu leur exportations intra-OCI régresser d'au moins un milliards USD à savoir: **la Turquie** (-5,9 milliards USD), **l'Arabie Saoudite** (-5 milliards USD), **l'Indonésie** (-4,2 milliards USD), **la Malaisie** (-4 milliards USD), **le Qatar** (-3,8 milliards USD), **le Koweït** (-3,3 milliards USD), **l'Iran** (-2,9 milliards USD), **l'Algérie** (-2,5 milliards USD), **le Nigeria** (-2,3 milliards USD), **l'Egypte** (-1,9 milliard USD), **l'Azerbaïdjan** (-1,1 milliard USD), **la Côte d'Ivoire** (-1,1 milliard USD) et **le Kazakhstan** (-1 milliard USD).

Cette baisse a été constatée dans les importations des produits dans les pays suivants :

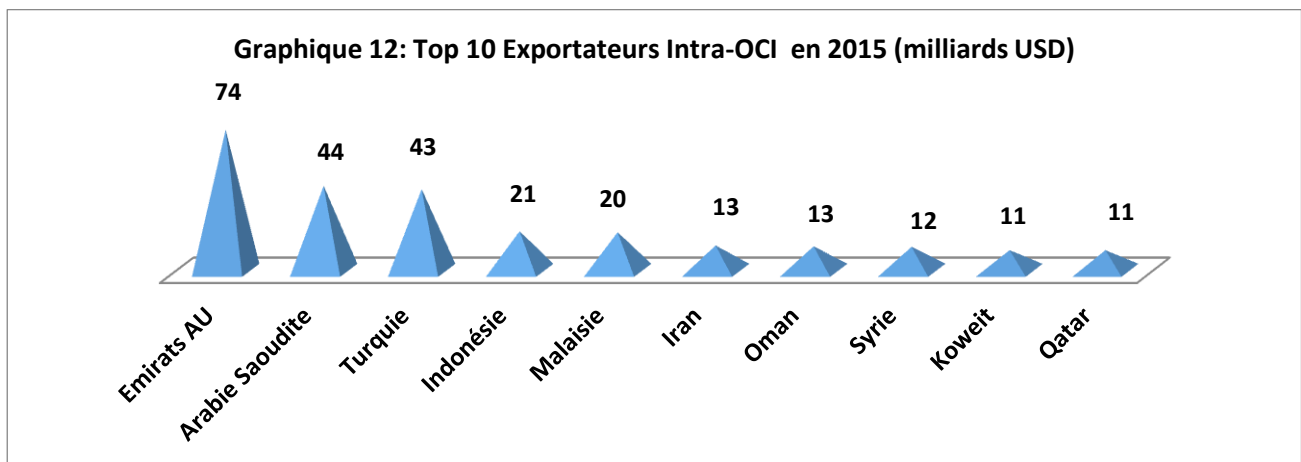
- **La Turquie** dont les exportations intra-OCI ont régressé de 5,9 milliards USD entre 2014 et 2015 soit -12,2% à cause de la contraction de ses exportations d'un milliard USD de fonte, de fer et d'acier (-25,6%), de 525 millions USD de machines et articles électriques soit - 15,8%; de combustibles minéraux (-465 millions USD, -18,2%), de produits à base de fonte, de fer ou d'acier (-436 millions USD, -16,8%), de machines et engins mécaniques (-410 millions USD, -10,8%) et d'articles plastiques (-392,4 millions USD, -16,4%);
- **L'Arabie Saoudite** : les exportations intra-OCI Saoudiennes ont connu une baisse de 10,2% soit l'équivalent de 5 milliards USD concentrées sur les articles plastiques (-1,3 milliard USD, -14,9%), les produits chimiques organiques (-334 millions USD, -17,6%), les voitures et tracteurs (-158,8 millions USD, -13,9%), les produits chimiques inorganiques (-131,2 millions USD, -36,9%), les animaux vivants (-101,3 millions USD, -49,6%) et les papiers et cartons (-77,6 millions USD, -10,1%) ;
- **L'Indonésie** : ses exportations intra-OCI ont fléchi de 16,8% soit -4,2 milliard USD entre 2014 et 2015 à cause de la diminution des exportations de combustibles minéraux de 1,7 milliard USD soit -40,8% suivi par celles de graisses et huiles végétales et animales (-767,7 millions USD, -12,2%), les perles fines (-259,4 millions USD, -50,8%), le matériel de navigation maritime ou fluviale (-210,6 millions USD, -94,5%), les produits chimiques (-204,2 millions USD, -33,8%), les filaments synthétiques ou artificiels (-128,7 millions USD, -18,9%) et le caoutchouc et

produits dérivés (-128,6 millions USD, -22,5%) ;

- **La Malaisie** : les exportations intra-OCI malaisiennes ont baissé de 4 milliards USD, soit -16,6% par rapport à 2014 suite à la réduction de ses exportations intra-OCI de combustibles minéraux de 1,7 milliard USD soit -35,6%, suivies par celles de graisses et huiles végétales et animales (-823,1 millions USD, -22,6%), de machines et matériel électrique (-550 millions USD, -28,1%), de fonte, de fer et d'acier (-172,2 millions USD, -42,7%), de perles fines (-163,6 millions USD, -11,5%) et de cacao et préparations (-96,6 millions USD, -39,3%) ;
- **Le Qatar** dont les exportations intra-OCI ont connu un repli de 3,8 milliards USD correspondant à une décroissance de 26,6 % à cause de la régression de ses exportations intra-OCI de combustibles minéraux de 1,9 milliard USD équivalent à -27%, d'aluminium et sous-produits (-1,1 milliard USD, -55,1%), d'articles plastiques (-667,9 millions USD, -46,1%), de fonte, de fer et d'acier (-418,2 millions USD, -36,7%), d'articles en fonte, en fer et en acier (-220,4 millions USD, -43,4%) et de produits chimiques organiques (-153 millions USD, -21,2%).

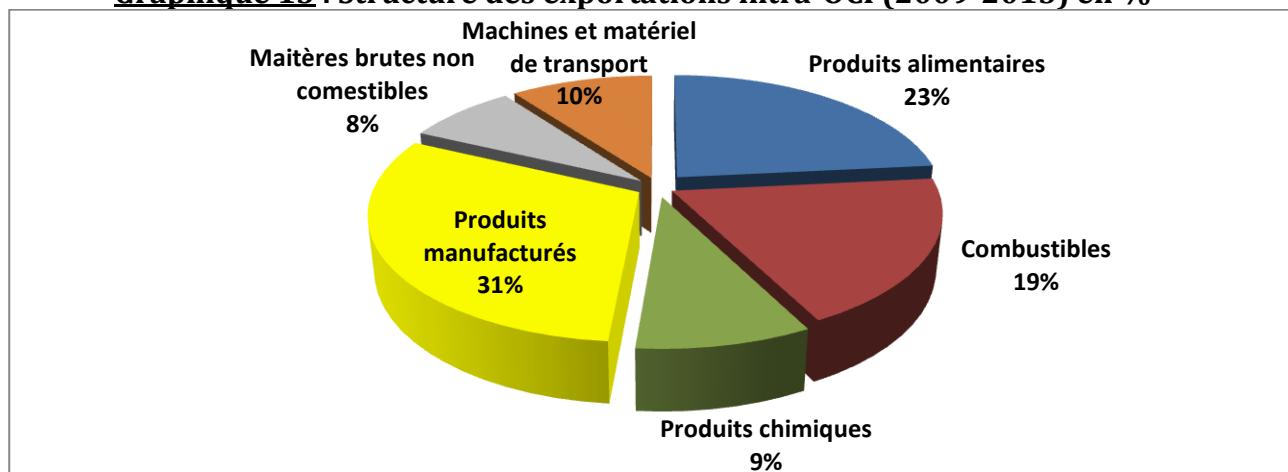
Malgré cette baisse constatée, certains pays de l'OCI ont connu une augmentation de leurs exportations intra-OCI entre 2014 et 2015 de plus de 100 millions de dollars américains, en l'occurrence, Oman (+6,2 milliards USD), le Pakistan (+2,1 milliards USD), Bahreïn (+241,8 millions USD), la Guinée (+188,1 millions USD), le Maroc (+165 millions USD), le Togo (+156,1 millions USD), le Tadjikistan (+123 millions USD) et le Gabon (100,1 millions USD) grâce au renforcement de la coopération bilatérale sud-sud surtout avec les pays du Golfe et africains.

Par ailleurs, les principaux exportateurs vers les Etats Membres de l'OCI en 2015 sont : **les Emirats Arabes Unis** (74 milliards \$US soit 21,5% des exportations intra-OCI) suivis par **l'Arabie Saoudite** (44,5 milliards \$US ; 13%), **la Turquie** (42,7 milliards \$US ; 12,4%), **l'Indonésie** (20,6 milliards \$US ; 6%), **la Malaisie** (20,1 milliards \$US ; 5,8%), **l'Iran** (13,1 milliards \$US ; 3,8%), **Oman** (12,6 milliards \$US ; 3,7%), **la Syrie** (12,3 milliards \$US ; 3,6%), le **Koweït** (10,6 milliards \$US ; 3,1%) et **le Qatar** (10,6 milliards \$US ; 3,1%). Ces pays ont connu également un reflux de leur exportation intra-OCI entre 2014 et 2015 d'au moins 2 milliards USD chacun mais ont totalisé environ 75,9% des exportations totales intra-OCI d'une valeur de 261,2 milliards USD.



Les principaux produits exportés entre les Etats Membres de l'OCI en 2015 sont répartis comme suit : les produits manufacturés (31% des exportations intra-OCI), les produits alimentaires (23%), les combustibles (19%), les machines et matériel de transport (10%), les produits chimiques (9%), et les matières brutes non comestibles (8%).

**Graphique 13 : Structure des exportations intra-OCI (2009-2015) en %**



#### ❖ Les importations intra-OCI

Comme les exportations intra-OCI, les importations intra-OCI ont plus que triplé en passant de 137,1 milliards USD en 2005 à environ 350 milliards USD en 2015 soit une progression 155,5% en l'espace de 10 ans. On note qu'entre 2014 et 2015, elles ont connu une diminution de 17,33% soit 73,4 milliards USD du fait de la baisse des cours des produits de base.

Cette baisse a occasionné la contraction de plus de 2 milliards USD des principaux importateurs des pays de l'OCI surtout à cause de la baisse des recettes d'exportations de produits pétroliers, entre autres, à savoir : l'Indonésie (-21 milliards USD de ses importations intra-OCI), les Emirats Arabes Unis (-10,6 milliards USD), Bahreïn (-7,6 milliards USD), l'Iran (-7 milliards USD), la Turquie (-6,7 milliards USD), l'Iraq (-4,9 milliards USD), la Malaisie (-4,6 milliards USD), le Bangladesh (-2,9 milliards USD) et le Maroc (-2,7 milliards USD). En effet, cette baisse des cours des produits pétroliers a aussi soulagé la facture des importations des pays comme le Maroc, la Turquie, le Burkina Faso, le Mozambique.

Cette baisse entre 2014 et 2015 s'explique également par le repli des importations intra-OCI de certains produits dans pays suivants :

- **L'Indonésie** : ses importations intra-OCI ont baissé de 21 milliards équivalent à 65,8% à cause de la contraction de ses importations en provenance des pays de l'OCI des produits comme les combustibles minéraux (-10,6 milliards USD, -47,8%), les produits chimiques organiques (-514,3 millions USD, -32%), le cacao et ses préparations (-147,5 millions USD, -49,6%), les machines et articles électriques (-138,7 millions USD, -17,4%), les machines et engins mécaniques (-127,3 millions USD, -11,2%), la fonte, le fer et l'acier (-94,5 millions USD, -35,5%) et le coton (-86 millions USD, -22,6%) ;
- **Les Emirats Arabes Unis** : les importations intra-OCI Emiraties ont régressé de 22,3% correspondant à une valeur de 10,6 milliards suite à la diminution de ses importations originaires des pays de l'OCI de perles fines ; de machines et articles électriques ; de machines et engins mécaniques ; de voitures ; de cuivre et articles en cuivre ; de fonte, de fer et d'acier et de produits pharmaceutiques ;
- **Bahreïn** : ses importations intra-OCI se sont réduites de 71% soit 7,6 milliards USD à cause de la diminution des importations de combustibles minéraux de 98,3% soit 7,5 milliards ; de sel, soufre, de plâtre, chaux et ciments (-132,2 millions USD, -

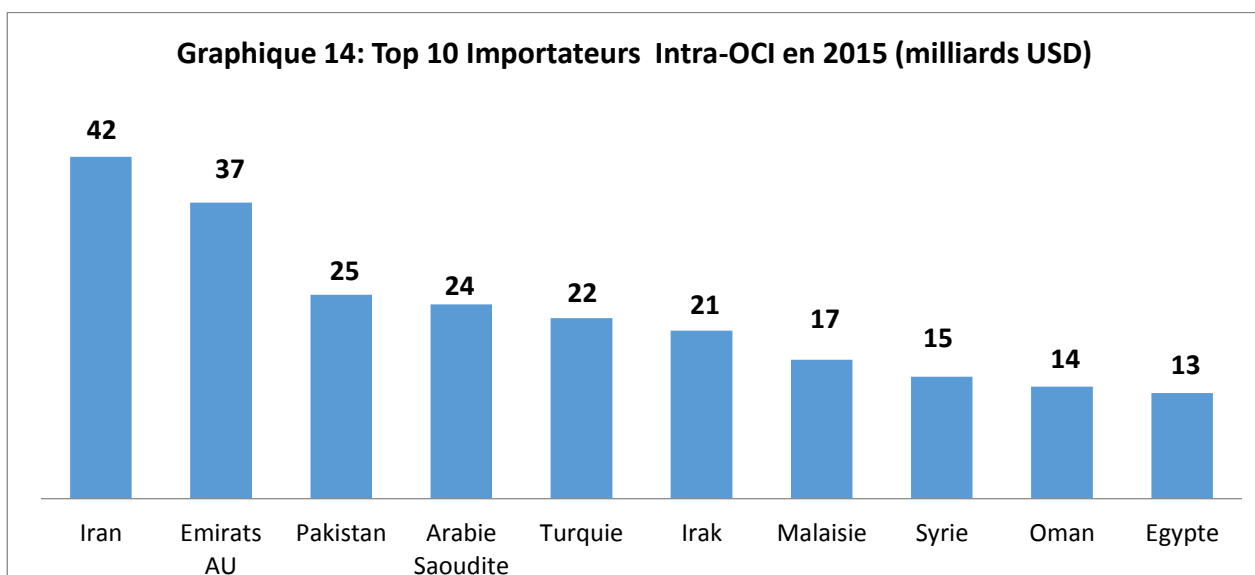
44,1%) ; de coton (-102,6 millions USD, -81,2%), de céréales (-12,7 millions USD, -40,6%) ; de viandes et abats comestibles (-10,5 millions USD, -14,8%) ;

- **L'Iran dont les importations intra-OCI** ont connu un reflux de 7 milliards USD soit 14% suite à la décroissance des importations intra-OCI de machines et engins mécaniques, de machines et articles électriques, de voitures, de céréales et de perles fines ;
- **La Turquie** : les importations intra-OCI Turques ont diminué de 23% atteignant 6,7 milliards USD à cause du repli de ses importations intra-OCI de combustibles minéraux de 6,7 milliards USD correspondant un reflux de 39,3%, de perles fines (-1,1 milliard USD, -35,1%), de plastique et d'articles plastiques (-450,8 millions USD, -14,4%), de produits chimiques organiques (-332,7 millions USD, -34%), de coton (-144,7 millions USD, -13,6%), de graisses et huiles animales et végétales (-106,1 millions USD, -15,4%).

D'autres pays de l'OCI ont vu également leur importation intra-OCI augmenter de plus de 100 millions à 4,6 milliards USD entre 2014 et 2015 et notamment le Pakistan, la Tunisie, l'Afghanistan, l'Azerbaïdjan, la Sierra Leone, Oman, le Qatar, le Bénin et la Palestine.

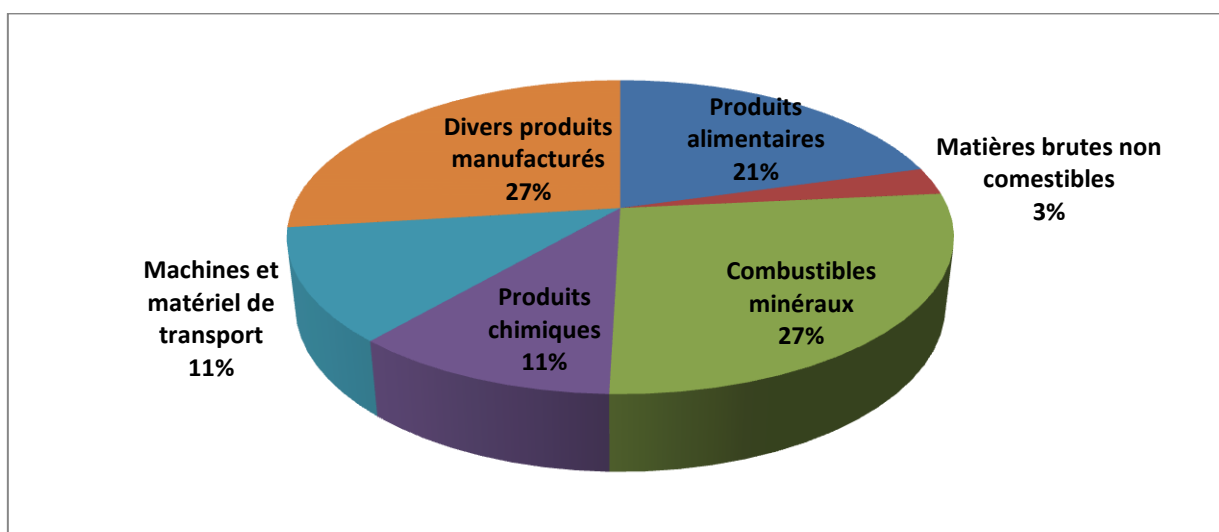
Face à cette conjoncture, la part des importations intra-OCI a connu un repli de 8,4% passant de 21,04% à 19,27% en 2015 suite à la baisse des importations intra-OCI des pays top 10 durant cette période.

Par ailleurs, les principaux marchés d'importations intra-OCI en 2015 sont : **l'Iran** qui a importé environ 42,4 milliards \$US soit 12,1% des importations intra-OCI suivis par les **Emirats A.U** (36,8 milliards \$US ; 10,5%), le **Pakistan** (25,3 milliards \$US ; 7,2%), **l'Arabie Saoudite** (24,2 milliards \$US ; 6,9%), la **Turquie** (22,4 milliards \$US ; 6,4%), **l'Irak** (20,9 milliards \$US ; 6%), la **Malaisie** (17,3 milliards \$US ; 4,9%), la **Syrie** (15,2 milliards \$US ; 4,3%), **Oman** (13,9 milliards \$US ; 4%) et **l'Egypte** (13,1 milliards \$US ; 3,8%). Ces 10 pays ont enregistré 66,1% des importations intra-OCI en 2015 soit une valeur de 231,3 milliards USD.



Les principaux produits importés entre les Etats Membres de l'OCI sont : les divers produits manufacturés et les combustibles minéraux avec 27% chacun des importations intra-OCI suivis par les produits alimentaires (21%), les machines et matériel de transport et les produits chimiques (11% chacun) et les matières brutes non comestibles (3%).

**Graphique 15 : structure des importations intra-OCI (2009-2015) en %**



#### **IV- OBSTACLES AU DEVELOPPEMENT DU COMMERCE INTRA-OCI**

##### **a) Obstacles tarifaires et non tarifaires**

En dépit des efforts considérables déployés par le Secrétariat Général de l'OCI, ses Institutions et Etats Membres pour promouvoir le commerce intra-OCI et réduire les goulots d'étranglement, de nombreux obstacles subsistent encore notamment :

- Problèmes d'accès aux marchés : obstacles tarifaires, para-tarifaires et souvent non-tarifaires et notamment : la complexité d'établissement des règles d'origine ; les difficultés des entreprises à se conformer aux normes internationales et absence de reconnaissance mutuelle des normes ; le manque d'agrément aux procédures nationales et régionales ; la lourdeur administrative aux postes transfrontaliers surtout durant les opérations de dédouanement; l'existence de contrôles illégitimes des cargaisons des camionneurs; le problème d'octroi de visas pour les hommes d'affaires ; l'existence des licences et l'interdiction des exportations ; le contrôle de quantité des produits ; Le manque d'application des engagements aux textes de coopération économique régionale et d'information sur le cadre réglementaire de facilitation du commerce ; la non-concordance des jours ouvrables et d'horaires de travail aux postes frontaliers; et le manque d'instruments de régulation des échanges intra-régionaux.
- Entre Décembre 2008 et Septembre 2016, les pays les plus affectés par ces mesures sont : la Turquie, la Malaisie, l'Indonésie, les Emirats Arabes Unis, le Pakistan, l'Egypte, l'Arabie Saoudite, l'Iran, le Maroc, le Kazakhstan, le Bangladesh, la Tunisie et le Qatar avec un minimum de 300 mesures en provenance de leurs partenaires commerciaux ;
- Entraves au niveau logistique : infrastructures, transports, services d'appui au commerce international faibles ou non adéquats ;
- Existence d'une offre exportable non diversifiée et non adaptée aux normes et standards internationaux des marchés ;
- Manque d'informations sur les marchés et les opportunités d'affaires, malgré les efforts déployés par le CIDC et les institutions concernées de l'OCI ;
- Limite des opportunités de rencontres et de promotion des productions nationales sur les autres marchés des pays de l'OCI ;
- Complexité des procédures administratives liées au commerce extérieur au niveau douanier, bancaire, portuaire, etc... ;

- Manque de cadres et de techniciens spécialisés en commerce international ;
- Inadéquation et insuffisance des instruments de financement, en particulier au profit des PME-PMI.

### **b) Actions de facilitation du commerce des pays de l'OCI**

Dans le cadre de la promotion des instruments de facilitation du commerce, certains pays de l'OCI ont fourni beaucoup d'efforts pour faciliter le commerce transfrontalier depuis 2006. A cet égard, certains pays de l'OCI ont allégé leurs procédures commerciales en adoptant les actions suivantes :

- ✓ La soumission et le traitement électronique des transactions commerciales : Albanie, Arabie Saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Brunei, Burkina Faso, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Emirats Arabes Unis, Indonésie, Gabon, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Guyana, Indonésie, Jordanie, Kazakhstan, Mali, Malaisie, Maldives, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigeria, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Palestine, Qatar, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Suriname, Syrie, Tadjikistan, Togo, Tunisie, Turquie et Yémen ;
- ✓ L'établissement de guichets uniques nationaux : Malaisie, Indonésie, Maroc, Brunei, Turquie, Sénégal, Egypte Emirats Arabes Unis, Tunisie, Azerbaïdjan, Burkina Faso, Bénin, Cameroun, Bangladesh, Gambie, Jordanie, Mozambique, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Sierra Leone, Qatar, Arabie Saoudite, Koweït, Bahreïn, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Côte d'Ivoire, Togo, Liban, Guyana, Soudan, Iran, Oman, Gabon, Nigeria, Algérie, Libye, Albanie, Maldives, Niger, Mali, Mauritanie et Suriname ;
- ✓ L'amélioration de l'indice de la performance logistique de plus de 10% entre 2010 et 2016 : la Sierra Leone, la Malaisie, les Emirats Arabes Unis, la Turquie, l'Egypte, le Brunei, l'Iran, le Koweït, le Sénégal, l'Algérie, le Liban, le Maroc, l'Indonésie, le Qatar, les Maldives et l'Arabie grâce à la construction de nouvelles infrastructures logistiques durant cette période pour mieux traiter les opérations commerciales internationales ;
- ✓ L'amélioration des performances de la douane de plus de 20% entre 2010 et 2016 : les Emirats Arabes Unis, la Turquie, la Sierra Leone, la Malaisie, le Liban, le Brunei, l'Egypte, les Comores, le Qatar, le Pakistan, l'Algérie, l'Egypte, l'Indonésie et le Burkina Faso car les autorités gouvernementales ont investi considérablement dans l'équipement des Douanes nationales (scanners, gestion de risque,...);
- ✓ L'amélioration des infrastructures nationales de plus de 15% entre 2010 et 2016 : les Emirats Arabes Unis, la Malaisie, la Turquie, l'Iran, l'Egypte, le Brunei, le Koweït, le Sénégal, la Sierra Leone, les Maldives, le Burkina Faso, l'Algérie, l'Arabie Saoudite, le Liban, le Maroc, le Tchad et le Tadjikistan qui ont investi dans l'amélioration des routes, des ports et aéroports nationaux pour dynamiser la mobilité des marchandises et des personnes ;
- ✓ L'amélioration de la distance à la frontière de plus de 10% entre 2010 et 2016 dans certains pays en l'occurrence l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Tchad, le Kazakhstan, le Togo, le Niger, la Sierra Leone, Kirghizistan, le Burkina Faso, le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Sénégal, l'Ouganda et le Mali afin de faciliter le commerce transfrontalier de ces pays pour la plupart enclavés;
- ✓ L'amélioration du taux de connectivité maritime pour les pays à littoral de plus de 20% entre 2010 et 2016 : Maldives, Bahreïn, Togo, Soudan, Bangladesh, Jordanie,

Bénin, Somalie, Djibouti, Guinée, Turquie, Cameroun, Egypte, Maroc, Côte d'Ivoire, Pakistan, Arabie Saoudite, Malaisie et Suriname indiquant que des efforts ont été fournis par les différents gouvernements pour augmenter le taux de service maritime avec les partenaires commerciaux ;

- ✓ La création des Organes de Promotion du Commerce et des Investissements dans plusieurs pays de l'OCI qui facilitent le contact direct entre les Hommes d'Affaires de pays de l'OCI et qui ont développé des outils d'incitations à l'export et à l'investissement en vue de faciliter le commerce transfrontalier et les Investissements Directs Etrangers.

Selon Doing business 2016, les principaux pays ayant un indice élevé du commerce transfrontalier en matière du respect de délai, du coût et de l'obtention de la documentation sont : l'Albanie, la Malaisie, la Jordanie, la Turquie, Oman, le Suriname, les Comores, le Mali, le Kirghizistan et la Palestine.

Entre 2006 et 2016 plus de 2500 réformes ont été appliquées par les pays à travers le monde dont 750 ont concernés les pays de l'OCI pour faciliter la mise en œuvre des opérations commerciales internationales. Parmi celles-ci, l'on peut noter 97 mesures sur la facilitation du commerce transfrontalier des pays de l'OCI et dont la plupart provient des pays suivants avec au moins 3 réformes : le Bénin, l'Egypte, la Jordanie, le Mali, l'Ouganda, le Pakistan, Djibouti, les Emirats Arabes Unis, le Maroc, la Mauritanie, l'Ouzbékistan, le Sénégal, la Tunisie et l'Albanie.

### **c) Actions du CIDC pour le développement du commerce intra-OCI**

La mise en œuvre du PRETAS et du projet d'un guichet unique commercial des Etats Membres de l'OCI initié par le Secrétariat Général de l'OCI, le COMCEC et le CIDC et d'un observatoire des barrières non tarifaires par le CIDC ont pour objectif d'atténuer les obstacles au commerce intra-OCI. Il sied également que les Etats Membres de l'OCI prennent activement part à la mise en œuvre de l'Accord SPC-OCI ainsi que ses protocoles et aux comités sur le commerce, l'investissement, la promotion du secteur privé et de la Finance de l'ACMOI et aux Groupes de Travail du COMCEC en vue de renforcer le commerce intra-OCI afin d'atteindre les objectifs du Plan d'Action Décennal de l'OCI qui est de porter la part du commerce intra-OCI dans le commerce global à 25% à l'horizon 2025.

Le CIDC a organisé plusieurs séminaires de sensibilisation sur l'importance de l'Accord SPC-OCI et ses protocoles dans les pays du Golfe et en Afrique du Nord notamment en Arabie Saoudite, à Oman, au Koweït, en Libye et au Maroc, au Burkina Faso avec l'UEMOA, à Istanbul pour les pays de l'ECO en collaboration avec le COMCEC et le Département de Coopération et de l'Intégration de la BID, au Suriname avec la participation de la Guyane et dernièrement à Amman en Jordanie pour les cadres de l'Etat de Palestine et du Royaume Hachémite de Jordanie en avril 2016.

Ces activités contribueront à l'opérationnalisation de cet important accord. Actuellement, 41 pays ont signé l'Accord dont 31 l'ayant ratifié, 33 ont signé le PRETAS dont 18 l'ayant ratifié, les règles d'origine ont été signées par 32 pays dont 18 l'ayant ratifié. Seulement 13 pays ont soumis leur liste de concession au Comité de Négociation Commerciale.

Par ailleurs, depuis sa création, le Centre a organisé 15 foires commerciales générales, plus d'une cinquantaine de salons spécialisés, une vingtaine de Business Forums, un grand nombre de rencontres acheteurs-vendeurs, une centaine de séminaires et ateliers de formation dans les métiers du commerce international et fin 2013 un centre d'affaires pour booster le commerce intra-OCI.

Le CIDC a également, organisé en mai 2016 à Riyad en marge de la 15<sup>ème</sup> Foire des pays de l'OCI un forum des Organes de Promotion du Commerce (OPC) et un Forum des Agences de Promotion des Investissements (API) des pays de l'OCI afin de dynamiser le commerce et les investissements entre les pays de l'OCI. A cet égard, le CIDC a lancé le site des OPC qui permettra de relayer l'information commerciale directement des Pays de l'OCI (<http://tpo.oicininvest.org/>). Un login et un mot de passé ont été envoyés à tous les OPC de l'OCI pour s'enregistrer et mettre à jour leurs informations commerciales.

D'autre part, le CIDC en collaboration avec le Groupe de la BID a organisé plusieurs séminaires sur le rôle des Guichets Uniques commerciaux dans la facilitation du commerce intra-OCI et la possibilité de leur interopérabilité pour réduire les délais et le coût des opérations transfrontalières.

Au niveau bilatéral, le CIDC a organisé des missions d'hommes d'affaires saoudiens, malaisiens et indonésiens respectivement en novembre 2015, en mai et en septembre 2016 à Casablanca en vue de promouvoir le commerce et l'investissement entre les pays de l'OCI.

Le CIDC a organisé en 2016 des salons et forums spécialisés tels que : le 9<sup>ème</sup> salon agroalimentaire à Djeddah, le salon de l'éducation supérieur à Dakar, le 3<sup>ème</sup> Salon de la Santé à Casablanca, le Forum Africain du Business Halal à Dakar et le 7<sup>ème</sup> OIC World BIZ à Kuala Lumpur.

En 2017, le Centre a prévu d'organiser la 16<sup>ème</sup> Foire Commerciale des pays de l'OCI en Irak, des salons spécialisés de l'agroalimentaire à Riyad, le 5<sup>ème</sup> Salon Halal Expo en Turquie en Décembre, le Forum Africain du Business Halal en Côte d'Ivoire, une Rencontre Acheteurs-Vendeurs des produits pharmaceutiques en Côte d'Ivoire et le Forum OIC World BIZ /OIC- Asia Forum en Malaisie qui ont pour but de dynamiser le commerce et les investissements entre les Etats Membres. De même qu'il va organiser de séminaires de sensibilisation du SPC/OCI en Asie et d'ateliers de formation sur le développement de la chaîne de valeurs des produits stratégiques tels que comme le café, le bois et le coton respectivement en Indonésie, au Gabon et au Maroc en collaboration avec l'ITFC.

Il sera judicieux d'améliorer davantage la connectivité maritime entre les Etats Membres de l'OCI via la création des lignes maritimes entre les pays africains, asiatiques et du Golfe et de sensibiliser des pays membres à établir des guichets uniques commerciaux et examiner leur interopérabilité afin de mieux de promouvoir le commerce intra-OCI.

D'autre part, l'opérationnalisation de l'Accord sur la Facilitation des Echanges (AFE) de l'OMC offre des perspectives à long terme sur le développement du commerce. Quarante-deux Membres à l'OMC ont officiellement accepté cet accord parmi eux 17 États Membres de l'OCI en septembre 2016. Ces pays sont : la Malaisie, le Niger, le Togo, le Pakistan, la Guyane, la Côte d'Ivoire, le Brunei, le Mali, la Turquie, les Emirats Arabes Unis, l'Albanie, le Kazakhstan, l'Arabie Saoudite, l'Afghanistan, le Sénégal, Bahreïn et le Bangladesh. Cet accord sera mis en œuvre lorsque 108 pays le ratifieront. Il faut noter que 87 pays ont notifié la catégorie A de l'AFE dont 27 pays de l'OCI et 5 pays ont notifié les catégories B et C de l'Accord selon les données de l'OMC de septembre 2016. Nous rappelons que 44 Etats Membres de l'OCI sont Membres de l'OMC avec l'Afghanistan qui y a accédé le 29 juillet 2016.

Par ailleurs, le CIDC a organisé des séminaires de sensibilisation entre 2015 et 2016 avec le Département de l'Intégration Economique de la BID sur l'Accord de Facilitation des Echanges de l'OMC afin de les encourager à ratifier cet accord, de notifier ses catégories A, B et C et contribuer au développement du commerce des pays de l'OCI avec le reste du Monde.

## V- PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE MONDIALE (2016-2017)

### a) Croissance de l'économie mondiale

La croissance mondiale devrait mieux s'accélérer en 2017 pour culminer à 3,4% grâce à la croissance des pays émergents et aux pays en développement qui pourrait atteindre 4,6% du fait de la normalisation progressive de la situation macroéconomique de ce groupe qui a enregistré ces dernières années un poids croissant dans l'économie mondiale tels que l'Inde et la Chine.

En outre, dans les pays avancés, la croissance devrait s'établir à 1,8 % en 2017 compte tenu de l'affermissement de la reprise de la croissance aux USA de 2,2%, dans la zone Euro de 1,5% (inférieur à 2016) et de 1,9% au Canada. Au *Royaume-Uni*, une croissance plus lente est attendue depuis le référendum, car l'incertitude qui a suivi le vote du Brexit pèse sur les décisions d'investissement et d'embauche des entreprises, ainsi que sur les achats de biens durables et de logements par les consommateurs. La croissance devrait y culminer à 1,1 % en 2017, avec pour hypothèses des négociations post-Brexit. Aux *États-Unis*, la croissance devrait s'accélérer pour atteindre 2,2 % si le frein exercé par la baisse des prix de l'énergie et l'appréciation du dollar se réduit.

En *Allemagne*, la croissance devrait fléchir à 1,4 % en 2017 et en *France*, se stabiliser à 1,3 % en 2016 et en 2017. En *Espagne*, la croissance devrait rester plus ou moins stable en 2016 et ralentir de 3,1 à 2,2 % en 2017. En *Italie*, elle devrait s'accélérer légèrement, de 0,8 % en 2016 à 0,9 % en 2017.

En somme, la croissance potentielle à moyen terme dans la zone *euro* est freinée par une faiblesse démographique conjuguée aux conséquences de la crise socio financières à savoir le chômage, la dette élevée et la dégradation du système bancaire.

Au *Japon*, la croissance devrait rester stable et atteindre 0,6 % en 2017 même si le relèvement de la taxe sur la consommation a été reporté et l'appréciation récente du yen.

La croissance des Pays Emergents et en Développement est tirée par celles de l'Inde (7,6%), de la Chine (6,2%), des pays de l'ASEAN-5 (5,1%) à savoir l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Vietnam, de 3,4% des pays du Moyen Orient, d'Afrique du Nord plus l'Afghanistan et le Pakistan et de 3,3% pour les pays émergents et en développement d'Europe.

En effet, en *Chine*, la croissance devrait ralentir en 2017 et atteindre 6,2 % car son économie continuera de se rééquilibrer en poursuivant sa transition de l'investissement à la consommation et de l'industrie aux services, grâce aux réformes qui renforcent le dispositif de sécurité sociale et à la déréglementation du secteur des services. Dans les autres pays émergents ou en développement d'Asie, la croissance devrait rester vigoureuse. En *Inde*, la croissance du PIB restera la plus rapide parmi les grands pays, à 7,6 % en 2016-17 compte tenu de la propulsion des mesures positives des pouvoirs publics et des réformes structurelles.

L'activité économique en *Amérique latine et dans les Caraïbes*, une reprise devrait s'installer en 2017, avec une croissance de 1,6 % compte tenu de la situation au Brésil (+0,5%). L'Argentine a engagé une transition importante et indispensable vers un cadre de politiques économiques plus cohérentes et durables avec une croissance tablée à 2,7 % en 2017 grâce à la modération de l'inflation et à des politiques monétaire et budgétaire plus favorables à l'activité économique. Au *Mexique*, la croissance devrait s'accélérer de manière modeste pour atteindre 2,3% en 2017, pourvu que la demande extérieure se redresse à 2,9 % à moyen terme et que les réformes structurelles se mettent en place.

Dans les pays de la *Communauté des États Indépendants* russophones, la croissance est liée au redressement des prix du pétrole et aux perspectives économiques en Russie.

En *Afrique subsaharienne*, la croissance est mitigée à cause des conditions macroéconomiques difficiles dans les plus grands pays et qui sont corrélées aux cours des produits de base et des perturbations climatiques.

Au *Moyen Orient*, les pays continuent de durcir leur politique budgétaire face à la baisse structurelle de leurs recettes pétrolières, et la liquidité du secteur financier continue aussi de diminuer. Les réformes récentes et la baisse des prix du pétrole ont contribué à améliorer la stabilité macroéconomique dans les pays importateurs de pétrole de la région.

## **b) Croissance du Commerce Mondial**

Selon les données de l'OMC d'avril 2016, la croissance du commerce mondial en volume devrait rester faible en 2016 au même niveau de 2015 soit environ 2,7%. En effet, les importations des pays développés devraient diminuer en 2016 tandis que la demande de produits importés devrait reprendre dans les pays en développement d'Asie. Selon la même source, cette croissance du commerce mondial devrait s'accélérer et atteindre 3,6% en 2017.

En effet, les exportations des pays développés devraient croître en 2016 de 2,9% et celles des pays en développement de 2,8%. Les importations des économies développées devraient progresser de 3,8% et celles des pays en développement de 1,8%.

Cette situation devrait profiter à l'Asie où la croissance des exportations sera la plus forte et atteindre 3,4%, suivie par l'Amérique du Nord et l'Europe avec 3,1% chacune. L'Amérique du Sud et centrale et les autres régions connaîtront une augmentation plus lente, de 1,9% et de 0,4% respectivement. L'Amérique du Nord devrait voir ses importations augmenter de 4,1% cette année, tandis que les importations de l'Asie et de l'Europe devraient enregistrer une croissance de 3,2%. Enfin, les importations de l'Amérique du Sud et Centrale et des autres régions devraient fléchir si les prix du pétrole et d'autres produits de base continuaient de baisser en 2016.

Par ailleurs, l'on remarque que le commerce mondial a augmenté en volume mais a diminué en valeur en raison de la fluctuation des taux de change et de la baisse des prix des produits de base. Cette situation s'explique aussi par la recrudescence du protectionnisme de certains Etats qui continuent d'appliquer des restrictions au commerce.

Pour parer à cette situation et augmenter la croissance du commerce mondial, les Etats Membres de l'OMC doivent continuer à supprimer progressivement les mesures restrictives au commerce surtout tarifaires et non tarifaires sur les produits agricoles et manufacturiers et mettre en œuvre l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges qui pourra générer une croissance de l'ordre de 1 trillion USD par an.

Comme l'activité économique mondiale peine à retrouver son dynamisme ces dernières années, les pays de l'OCI ne sont pas en reste car ils subissent également les tendances des économies de certains pays tels que les USA, les pays de l'UE, de l'ALENA et des pays asiatiques avec qui ils sont liés par des accords bilatéraux et multilatéraux.

Les économies de la zone OCI sont aussi tributaires de la fluctuation des cours de produits de base et des taux de change des monnaies faisant l'objet de transactions commerciales internationales mais aussi de flux des IDEs intra-zone (OCI et partenaires au développement).

La variation du taux de croissance des économies ténors de l'OCI tels que : les Emirats A.U, l'Arabie Saoudite, la Malaisie ; la Turquie, l'Indonésie, l'Iran, le Qatar, le Nigeria, l'Irak et le

Koweït impacte directement le commerce mondial et intra-OCI de ces pays membres.

Face à cette situation, les économies des pays de l'OCI pourront s'accroître grâce à la hausse probable des cours des produits pétroliers et certains produits alimentaires, car certains pays regorgent de potentialités considérables en ses produits afin d'accompagner d'autres secteurs économiques comme ceux des services mais aussi par la convergence de la coopération inter-agence des Institutions de l'OCI sous la direction du Secrétariat Général de l'OCI dans le cadre de la mise en œuvre de l'ACMOI et du nouveau Plan d'Action Décennal 2016-2025.

# **ANNEXES**

**Tableau 1 : EXPORTATIONS DES ETATS MEMBRES DE L'OCI (MILLION US \$)**

Pays	2014			2015		
	Exportations intra-OCI (1)	Exportations totales (2)	1/2 en %	Exportations intra-OCI (3)	Exportations totales (4)	3/4 en %
AFGHANISTAN	282,74	661,27	42,76%	335,03	571,40	58,63%
ALBANIE	135,80	2 430,72	5,59%	93,36	1 929,66	4,84%
ALGERIE	7 053,72	63 227,78	11,16%	4 549,06	34 795,95	13,07%
AZERBAIDJAN	3 791,47	21 751,74	17,43%	2 620,74	16 586,24	15,80%
BAHREIN	6 814,04	18 030,74	37,79%	7 055,81	13 846,08	50,96%
BANGLADESH	1 640,99	30 238,40	5,43%	1 494,63	29 924,64	4,99%
BENIN	516,60	951,00	54,32%	480,32	992,98	48,37%
BRUNEI	1 012,12	10 508,83	9,63%	460,17	6 352,66	7,24%
BURKINA FASO	634,50	2 845,60	22,30%	257,63	2 177,50	11,83%
CAMEROUN	790,16	5 907,16	13,38%	498,85	4 248,97	11,74%
TCHAD	49,70	2 718,29	1,83%	65,92	2 024,58	3,26%
COMORES	4,25	38,88	10,93%	3,93	32,19	12,21%
COTE D'IVOIRE	4 225,26	12 837,30	32,91%	3 095,03	11 844,76	26,13%
DJIBOUTI	521,35	554,72	93,98%	543,03	599,64	90,56%
EGYPTE	11 705,51	26 812,20	43,66%	9 798,27	21 119,71	46,39%
GABON	210,33	9 264,46	2,27%	310,47	6 470,65	4,80%
GAMBIE	88,39	103,94	85,04%	4,97	106,65	4,66%
GUINEE	36,04	2 491,60	1,45%	224,17	1 969,69	11,38%
GUINEE BISSAU	75,36	273,52	27,55%	83,43	285,55	29,22%
GUYANA	27,62	1 147,49	2,41%	18,79	1 285,83	1,46%
INDONESIE	24 741,78	176 036,19	14,05%	20 589,65	150 392,59	13,69%
IRAN	16 033,28	86 297,10	18,58%	13 087,87	65 670,12	19,93%
IRAK	3 487,04	79 540,40	4,38%	2 924,13	50 987,64	5,73%
JORDANIE	4 498,36	8 385,33	53,65%	4 124,34	7 832,98	52,65%
KAZAKHSTAN	6 615,82	78 236,72	8,46%	5 591,05	41 849,84	13,36%
KOWEIT	13 864,52	93 358,10	14,85%	10 608,94	55 161,62	19,23%
KIRGHIZISTAN	899,71	1 138,72	79,01%	933,56	1 441,47	64,76%
LIBAN	2 186,23	3 426,20	63,81%	1 897,02	2 952,42	64,25%
LIBYE	1 948,25	19 805,90	9,84%	1 670,25	10 761,43	15,52%
MALAISIE	24 052,71	234 134,98	10,27%	20 055,25	200 210,87	10,02%
MALDIVES	1,79	144,84	1,23%	1,63	206,50	0,79%
MALI	148,42	464,13	31,98%	163,16	904,36	18,04%
MAURITANIE	259,58	2 139,81	12,13%	325,86	2 075,18	15,70%
MAROC	3 093,05	23 599,40	13,11%	3 257,99	22 036,82	14,78%
MOZAMBIQUE	246,70	4 725,33	5,22%	180,83	4 039,37	4,48%
NIGER	355,86	1 049,68	33,90%	210,43	931,45	22,59%
NIGERIA	8 340,18	93 793,60	8,89%	6 013,93	56 924,75	10,56%
OMAN	6 486,74	50 718,32	12,79%	12 640,31	38 647,77	32,71%
PAKISTAN	6 809,91	24 722,18	27,55%	8 825,88	25 561,05	34,53%
PALESTINE	116,44	943,72	12,34%	125,31	1 133,65	11,05%
QATAR	14 440,86	131 591,55	10,97%	10 593,51	77 971,08	13,59%
ARABIE SAOUDITE	49 527,71	333 793,00	14,84%	44 490,91	208 576,36	21,33%
SENEGAL	1 460,86	2 813,66	51,92%	1 267,56	2 611,67	48,53%
SIERRA LEONE	38,43	1 987,47	1,93%	12,19	493,69	2,47%
SOMALIE	699,11	782,15	89,38%	728,04	785,06	92,74%
SOUDAN	2 377,42	4 350,21	54,65%	2 218,56	5 587,52	39,71%
SURINAME	562,75	1 917,67	29,35%	248,10	1 490,95	16,64%
SYRIE	12 455,83	12 691,90	98,14%	12 330,42	12 500,31	98,64%
TADJIKISTAN	460,15	640,48	71,84%	583,16	938,64	62,13%
TOGO	695,35	1 180,80	58,89%	851,44	1 730,34	49,21%
TUNISIE	2 318,46	15 492,80	14,96%	2 302,41	14 073,49	16,36%
TURQUIE	48 664,45	157 714,95	30,86%	42 741,68	143 850,38	29,71%
TURKMENISTAN	2 098,83	12 402,70	16,92%	2 091,61	10 378,57	20,15%
EMIRATES A U	74 394,15	260 020,00	28,61%	74 031,84	218 439,52	14,98%
OUGANDA	344,07	1 939,02	17,74%	339,49	2 267,01	33,89%
OUZBEKISTAN	2 733,96	5 516,25	49,56%	2 716,00	6 553,40	41,44%
YEMEN	1 834,65	9 512,23	19,29%	1 479,61	3 290,04	44,97%
<b>TOTAL</b>	<b>378 909,38</b>	<b>2 149 803,14</b>	<b>17,63%</b>	<b>344 247,54</b>	<b>1 608 425,22</b>	<b>21,40%</b>

**Tableau 2 : IMPORTATIONS DES ETATS MEMBRES DE L'OCI (MILLION US \$)**

Pays	2014			2015		
	Importations intra-OCI (1)	Importations totales	1/2 en %	Importations intra-OCI (3)	Importations totales (4)	3/4 en %
AFGHANISTAN	4 062,64	8 039,35	50,53%	5 449,01	7 722,87	70,56%
ALBANIE	507,22	5 229,97	9,70%	468,52	4 320,22	10,84%
ALGERIE	5 556,75	58 618,08	9,48%	4 996,87	51 803,07	9,65%
AZERBAIDJAN	1 835,78	9 178,59	20,00%	2 648,22	12 659,14	20,92%
BAHREIN	10 752,76	20 073,67	53,57%	3 119,73	16 377,63	19,05%
BANGLADESH	8 645,75	41 635,10	20,77%	5 741,13	39 476,02	14,54%
BENIN	774,43	3 596,08	21,54%	1 003,86	7 813,57	12,85%
BRUNEI	865,76	3 598,74	24,06%	793,93	3 229,08	24,59%
BURKINA FASO	1 754,97	3 575,10	49,09%	1 126,58	2 979,78	37,81%
CAMEROUN	1 824,76	7 872,96	23,18%	1 582,24	7 254,55	21,81%
TCHAD	1 955,47	3 116,90	62,74%	277,13	967,77	28,64%
COMORES	134,25	306,98	43,73%	96,41	274,13	35,17%
COTE D'IVOIRE	3 677,64	12 231,60	30,07%	3 694,18	9 532,21	38,75%
DJIBOUTI	1 514,37	4 237,86	35,73%	1 526,95	5 186,59	29,44%
EGYPTE	14 367,20	71 337,74	20,14%	13 108,81	69 788,20	18,78%
GABON	1 431,06	4 947,35	28,93%	530,22	3 427,49	15,47%
GAMBIE	148,78	387,20	38,43%	218,57	1 069,09	20,44%
GUINEE	702,73	6 590,06	10,66%	420,45	6 906,75	6,09%
GUINEE BISSAU	110,58	456,70	24,21%	63,97	329,73	19,40%
GUYANA	50,05	1 744,89	2,87%	52,72	2 185,74	2,41%
INDONESIE	31 772,81	178 179,34	17,83%	10 853,36	142 694,80	7,61%
IRAN	49 385,06	105 047,00	47,01%	42 445,74	87 576,81	48,47%
IRAK	25 757,93	51 455,00	50,06%	20 863,94	45 356,34	46,00%
JORDANIE	8 162,79	22 740,26	35,90%	6 622,84	20 474,91	32,35%
KAZAKHSTAN	3 190,94	41 212,84	7,74%	2 796,54	19 435,96	14,39%
KOWEIT	8 826,54	31 634,50	27,90%	8 644,73	31 907,18	27,09%
KIRGHIZISTAN	1 604,07	10 597,10	15,14%	1 476,57	4 068,08	36,30%
LIBAN	3 990,90	21 530,10	18,54%	3 274,36	18 068,79	18,12%
LIBYE	5 722,63	19 226,00	29,77%	4 372,06	13 964,52	31,31%
MALAISIE	21 851,53	208 823,43	10,46%	17 245,88	176 174,60	9,79%
MALDIVES	767,83	1 992,75	38,53%	461,73	1 784,00	25,88%
MALI	1 108,29	4 254,71	26,05%	997,14	4 281,09	23,29%
MAURITANIE	1 008,02	3 641,76	27,68%	807,50	3 463,87	23,31%
MAROC	8 212,24	45 611,30	18,00%	5 539,54	37 545,67	14,75%
MOZAMBIQUE	1 574,56	8 743,07	18,01%	362,71	11 105,71	3,27%
NIGER	458,79	2 151,09	21,33%	400,73	1 830,21	21,90%
NIGERIA	5 419,17	67 114,70	8,07%	4 227,44	58 359,32	7,24%
OMAN	13 370,68	29 303,10	45,63%	13 900,66	34 571,17	40,21%
PAKISTAN	20 725,08	47 544,89	43,59%	25 327,14	64 558,87	39,23%
PALESTINE	618,66	5 683,20	10,89%	737,57	5 363,27	13,75%
QATAR	6 702,11	30 447,66	22,01%	7 104,99	32 610,46	21,79%
ARABIE SAOUDITE	24 767,63	169 966,00	14,57%	24 148,93	170 623,63	14,15%
SENEGAL	1 454,47	6 556,66	22,18%	1 213,80	5 595,35	21,69%
SIERRA LEONE	258,94	1 362,62	19,00%	832,22	1 325,91	62,77%
SOMALIE	1 277,39	2 514,05	50,81%	1 278,19	2 790,32	45,81%
SOUDAN	3 372,51	9 211,30	36,61%	3 006,37	8 413,44	35,73%
SURINAME	26,42	1 826,73	1,45%	35,15	1 823,86	1,93%
SYRIE	15 464,48	19 774,90	78,20%	15 134,47	18 444,87	82,05%
TADJIKISTAN	1 511,32	5 835,14	25,90%	1 414,29	4 677,68	30,23%
TOGO	580,37	6 822,84	8,51%	584,75	10 469,92	5,59%
TUNISIE	3 164,94	24 552,80	12,89%	4 704,05	20 222,50	23,26%
TURQUIE	29 116,84	242 223,96	12,02%	22 406,82	207 206,51	10,81%
TURKMENISTAN	4 061,43	9 785,04	41,51%	3 946,39	8 196,60	48,15%
EMIRATES A U	47 319,11	273 283,00	17,32%	36 763,86	259 938,29	14,14%
OUGANDA	1 116,47	4 737,42	23,57%	1 163,48	5 528,12	21,05%
OUZBEKISTAN	2 780,37	15 045,30	18,48%	2 338,57	11 858,52	19,72%
YEMEN	6 164,69	15 247,70	40,43%	5 627,82	10 967,32	51,31%
<b>TOTAL</b>	<b>423340,95</b>	<b>2012454,17</b>	<b>21,04%</b>	<b>349981,83</b>	<b>1816582,09</b>	<b>19,27%</b>

**Tableau 3 : Classement des pays de l'OCI selon les opérations du commerce transfrontalier en 2015**

Pays	Délai à l'exportation : Respect des procédures de commerce transfrontalier (j)	Pays	Coût à l'exportation : Respect des procédures de commerce transfrontalier (USD)	Pays	Délai à l'exportation : Respect des exigences en matière de documentation (j)	Pays	Coût à l'exportation : Respect des exigences en matière de documentation (USD)
Turquie	0	Mali	17	Jordanie	0	Jordanie	25
Albanie	1	Bahreïn	47	Turquie	0	Togo	25
Malaisie	1	Burkina Faso	111	Tunisie	0	Mali	33
Bahreïn	1	Jordanie	131	Albanie	0	Suriname	40
Togo	1	Togo	163	Émirats A.U	0	Malaisie	45
Kirghizistan	1	Albanie	181	Malaisie	0	Libye	50
Jordanie	1	Palestine	196	Qatar	0	Albanie	57
Qatar	1	Égypte	203	Togo	1	Bénin	80
Azerbaïdjan	1	Oman	223	Kirghizistan	1	Burkina Faso	86
Émirats A.U	2	Maroc	247	Maroc	1	Turquie	87
Indonésie	2	Indonésie	254	Sénégal	1	Brunei	90
Sénégal	2	A. Saoudite	264	Oman	1	Sénégal	96
Maldives	2	Guyane	278	Koweït	1	Égypte	100
Afghanistan	2	Ouzbékistan	278	Azerbaïdjan	1	Ouganda	102
Égypte	2	Ouganda	287	Maldives	2	A. Saoudite	105
Mali	2	Comores	290	Mali	2	Maroc	107
Niger	2	Tadjikistan	313	Suriname	2	Oman	107
Tunisie	2	Tchad	319	Syrie	2	Comores	124
Comores	2	Malaisie	321	Palestine	2	Côte d'Ivoire	136
Oman	2	Brunei	340	Niger	2	Iran	143
Sierra Leone	2	Suriname	348	Bénin	2	Qatar	150
Iraq	3	Turquie	356	Comores	2	Indonésie	170
A. Saoudite	3	Côte d'Ivoire	364	Mauritanie	2	Guinée	178
Bénin	3	Azerbaïdjan	375	G.-Bissau	3	Guyane	178
Brunei	3	Gambie	381	Gambie	3	Émirats A.U	178
Guinée	3	Qatar	382	Pakistan	3	Gambie	183
Guyane	3	Bénin	387	Ouganda	3	Tchad	188
Libye	3	Bangladesh	408	Cameroun	3	Kirghizistan	190
Mauritanie	3	Liban	410	Tadjikistan	3	Koweït	191
Palestine	3	Pakistan	426	Mozambique	3	Liban	200
Koweït	3	Djibouti	444	Djibouti	3	Tunisie	200
Burkina Faso	3	Tunisie	469	Gabon	3	Niger	204
Tadjikistan	3	Kirghizistan	485	Indonésie	3	Bahreïn	211
Maroc	3	Sénégal	486	Liban	3	Bangladesh	225
Ouganda	3	Afghanistan	511	Libye	3	Sierra Leone	227
Mozambique	3	Niger	543	Bahreïn	3	Nigéria	250
Pakistan	3	Sierra Leone	552	Tchad	4	Palestine	288
Suriname	4	Iran	565	Égypte	4	Ouzbékistan	292
Syrie	4	Kazakhstan	574	A. Saoudite	4	Azerbaïdjan	300
Guinée-Bissau	4	Libye	575	Burkina Faso	5	Maldives	300
Gabon	4	Algérie	593	Côte d'Ivoire	5	Cameroun	306
Liban	4	Maldives	596	Nigéria	5	Pakistan	307
Tchad	4	Koweït	602	Kazakhstan	6	G.-Bissau	316
Bangladesh	4	Mozambique	602	Sierra Leone	6	Gabon	328
Iran	4	Émirats A.U	650	Bangladesh	6	Tadjikistan	330
Djibouti	5	G.-Bissau	710	Algérie	6	Afghanistan	344
Gambie	5	Mauritanie	749	Guinée	6	Algérie	374
Côte d'Ivoire	5	Guinée	778	Iran	7	Mauritanie	392
Ouzbékistan	5	Nigéria	786	Brunei	7	Soudan	428
Algérie	5	Cameroun	983	Ouzbékistan	7	Kazakhstan	430
Kazakhstan	6	Iraq	1018	Soudan	8	Mozambique	435
Nigéria	7	Soudan	1060	Guyane	8	Syrie	725
Cameroun	8	Syrie	1113	Afghanistan	10	Djibouti	1717
Soudan	9	Gabon	1375	Iraq	21	Iraq	1800

Source : Banque Mondiale, Doing Business, 2016, nos calculs

**Tableau 4 : Classement des pays de l'OCI selon les opérations du commerce transfrontalier en 2015 (suite)**

Pays	Délai à l'importation : Respect des procédures de commerce transfrontalier (j)	Pays	Coût à l'importation : Respect des procédures de commerce transfrontalier (USD)	Pays	Délai à l'importation : Respect des exigences en matière de documentation (j)	Pays	Coût à l'importation : Respect des exigences en matière de documentation (USD)
Kazakhstan	0	Kazakhstan	0	Kazakhstan	0	Kazakhstan	0
Albanie	0	Palestine	0	Albanie	0	Oman	20
Mozambique	1	Albanie	101	Malaisie	0	Jordanie	30
Malaisie	1	Jordanie	181	Turquie	0	Comores	38
Palestine	1	Tadjikistan	223	Mozambique	1	Suriname	40
Azerbaïdjan	1	Burkina Faso	265	Oman	1	Brunei	50
Turquie	2	Guyane	265	Suriname	1	Albanie	56
Kirghizistan	2	Ouzbékistan	278	Tunisie	1	Libye	60
Brunei	2	Mali	298	Comores	1	Malaisie	60
Suriname	2	Malaisie	321	Gambie	1	Maroc	116
Bahreïn	2	Gambie	326	G.-Bissau	2	Bahreïn	130
Sénégal	2	Mozambique	354	Kirghizistan	2	Turquie	142
Comores	3	Oman	354	Émirats A.U	2	Tunisie	144
Oman	3	Indonésie	383	Azerbaïdjan	2	Gambie	152
Bénin	3	Comores	392	Palestine	2	Indonésie	160
Guinée-Bissau	3	Brunei	395	Djibouti	2	Guyane	163
Émirats A.U	3	Bahreïn	397	Sénégal	2	Maldives	180
Djibouti	3	Azerbaïdjan	423	Jordanie	2	Burkina Faso	197
Jordanie	3	Côte d'Ivoire	456	Bénin	2	Iran	197
Libye	3	Algérie	466	Maldives	3	Azerbaïdjan	200
Tunisie	3	Ouganda	489	Mauritanie	3	Kirghizistan	200
Gabon	4	Suriname	505	Qatar	3	Palestine	200
Guyane	4	Kirghizistan	512	Maroc	3	Togo	252
Mauritanie	4	Koweït	555	Mali	3	Tadjikistan	260
Mali	4	Bénin	579	Bahreïn	4	Côte d'Ivoire	267
Gambie	4	Mauritanie	582	Côte d'Ivoire	4	Gabon	273
Qatar	4	Tunisie	596	Liban	4	Émirats A.U	283
Guinée	4	Libye	637	Libye	4	Ouzbékistan	292
Afghanistan	4	Iraq	644	Burkina Faso	5	Ouganda	296
Indonésie	4	Turquie	655	Gabon	5	Guinée	300
Maldives	4	Iran	660	Tadjikistan	5	Liban	300
Burkina Faso	4	Tchad	669	A. Saoudite	5	Mozambique	310
Tadjikistan	5	Émirats A.U	678	Soudan	6	Koweït	332
Ouzbékistan	5	Liban	695	Sierra Leone	6	Bangladesh	370
Niger	5	Djibouti	709	Ouganda	6	Mali	375
Égypte	5	Guinée	709	Bangladesh	6	G.-Bissau	384
Côte d'Ivoire	5	Maroc	746	Brunei	6	Sierra Leone	387
Iraq	5	Qatar	754	Indonésie	6	A. Saoudite	390
Pakistan	6	Guinée-Bissau	755	Koweït	6	Algérie	400
Syrie	6	Niger	762	Syrie	6	Soudan	420
Soudan	6	A. Saoudite	779	Pakistan	6	Tchad	500
Iran	6	Sierra Leone	782	Guyane	7	Bénin	529
Ouganda	6	Togo	820	Cameroun	7	Sénégal	545
Maroc	6	Syrie	828	Guinée	7	Nigéria	564
Liban	8	Afghanistan	850	Nigéria	7	Qatar	617
Sierra Leone	8	Sénégal	885	Ouzbékistan	7	Égypte	650
Bangladesh	8	Gabon	950	Iraq	7	Mauritanie	700
Koweït	9	Pakistan	957	Égypte	8	Syrie	742
Tchad	9	Maldives	981	Niger	8	Niger	757
B. Saoudite	10	Nigéria	1077	Togo	8	Pakistan	786
Togo	11	Soudan	1128	Algérie	10	Cameroun	849
Cameroun	11	Bangladesh	1294	Iran	12	Afghanistan	900
Nigéria	12	Égypte	1383	Afghanistan	14	Iraq	900
Algérie	14	Cameroun	1407	Tchad	14	Djibouti	1737

Source : Banque Mondiale, Doing Business, 2016, nos calculs

**Tableau 5 : Evolution du commerce des Etats Membres de l'OCI entre 2005 et 2015  
(Milliards \$US et en %)**

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Evolution 2014/2015	Evolution 2005/2015
<b>Exportations mondiales des pays de l'OCI</b>	980,73	1.190,46	1.395,31	1.891,14	1.329,35	1.680,77	2.122,48	2.261,77	2.215,79	2.149,80	1.608,43	-25,18%	64,00%
<b>Exportations intra-OCI</b>	134,34	162,45	200,2	265,38	207,93	257,71	325,41	362,1	379,15	378,91	344,25	-9,15%	156,25%
<b>Part</b>	13,70%	13,65%	14,35%	14,03%	15,64%	15,33%	15,33%	16,01%	17,11%	17,63%	21,40%	21,43%	56,25%
<b>Importations mondiales des pays de l'OCI</b>	795,38	948,86	1.164,98	1.489,60	1.329,70	1.501,35	1.757,68	1.864,24	1.968,29	2.012,45	1.816,58	-9,73%	128,39%
<b>Importations intra-OCI</b>	137,11	170,91	220,4	285,65	218,83	281,29	356,17	389,58	396,98	423,34	349,98	-17,33%	155,25%
<b>Part</b>	17,24%	18,01%	18,92%	19,18%	16,46%	18,74%	20,26%	20,90%	20,17%	21,04%	19,27%	-8,41%	11,76%
<b>Volume du commerce global des pays de l'OCI</b>	1.776,11	2.139,32	2.560,29	3.380,74	2.659,05	3.182,12	3.880,16	4.126,01	4.184,08	4.162,25	3.425,01	-17,71%	92,84%
<b>Volume du commerce intra-OCI</b>	271,45	333,36	420,6	551,03	426,76	539	681,58	751,68	776,13	802,25	694,23	-13,46%	155,75%
<b>Commerce Net intra-OCI</b>	135,725	166,68	210,3	275,515	213,38	269,5	340,79	375,84	388,07	401,13	347,12	-13,46%	155,75%
<b>Part du Commerce intra- OCI</b>	15,47%	15,83%	16,63%	16,60%	16,05%	17,03%	17,80%	18,45%	18,64%	19,33%	20,33%	5,19%	31,46%

Sources : DOTS IMF Août 2016, ITC, UNCTAD, WTO, WITS Online Octobre 2016